

Numéro 14 - 13 avril 2019

Des sujets de préoccupation pour le corps politique



Les élections albertaines de 2019

- Les travailleurs luttent pour une direction prosociale de l'Alberta
- Arrêtez de payer les riches et augmentez le financement des programmes sociaux

L'éducation est un droit!

- Les enseignants et les étudiants de l'Alberta exigent des conditions de travail et d'apprentissage par lesquelles l'éducation est garantie en tant que droit pour tous et toutes

- Kevan Hunter -

- Le Parti conservateur uni brandit un épouvantail pour attaquer la réforme du programme scolaire en Alberta

- Dougal MacDonald -

- La taille des classes compte

À la défense des services de santé et des soins aux aînés publics

- Les syndicats de la santé prennent la parole
- Les travailleurs de laboratoires médicaux disent Non! à la mise au rancart de nouvelles installations publiques

- **Les aînés de l'Alberta méritent une meilleure campagne électorale**

La protection de l'eau, un enjeu électoral

- **Les résidents de Clearwater s'organisent pour protéger la rivière**

L'opposition à l'offensive antisociale se poursuit en Ontario

- **Des actions militantes rejettent les attaques du gouvernement Ford en éducation**

Ne touchez pas au Venezuela!

- **Les manoeuvres illégales et les appels impuissants des États-Unis à soutenir un changement de régime sont repoussés**
 - **Vendre ou sauver l'âme de l'OÉA**
- *Sir Ronald Sanders, ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda auprès de l'OÉA* -
- **Intervention de l'ambassadeur Samuel Moncada au Conseil de sécurité de l'ONU**

Le fiasco du Brexit

- **Il n'y aura pas de solution sans que le peuple ne parle en son propre nom**

Le peuple palestinien ne reculera pas

- **Les manifestations de la Grande Marche du retour se poursuivent alors qu'Israël cible les jeunes**

Supplément

D'importants anniversaires

- **80e anniversaire de la fin de la Guerre civile en Espagne**
- **100e anniversaire du massacre de Jallianwalla Bagh au Pendjab**

Élections albertaines 2019

Les travailleurs luttent pour une direction prosociale de l'Alberta

L'Alberta compte 4,3 millions d'habitants. La Saskatchewan juste à côté en compte un million et le Manitoba un autre million. Ensemble ils forment une région naturelle interconnectée qu'on appelle les Prairies et dans laquelle on pourrait également inclure le nord.

Imaginez les ressources humaines et naturelles que cette région possède : une vaste agriculture, du pétrole, du gaz naturel, du charbon à coke pour l'acier, de l'uranium, du bois, des diamants, de la potasse, du vent et du soleil et combien d'autres atouts couplés à une classe ouvrière instruite.

Pourquoi alors les crises récurrentes ? Qui ou qu'est-ce qui bloque le développement du nouveau et pourquoi ? Les possibilités sont infinies pour le développement dans cette région d'une économie diversifiée indépendante avec l'exploitation des ressources, une industrie manufacturière, des programmes sociaux, des services publics et des infrastructures modernes, une économie ayant pour motif de garantir le bien-être et la sécurité du peuple et d'humaniser l'environnement social et naturel.



Or, ce n'est pas l'ordre du jour de l'élection provinciale prévue pour le mardi 16 avril. Au contraire, l'ordre du jour est fixé par l'élite dirigeante et le peuple est censé prendre parti pour une version ou une autre d'un ordre du jour qu'il n'établit pas et qui ne représente pas ses intérêts et ses réclamations à la société. Par exemple, l'élite dirigeante de l'Alberta persiste dans la privatisation des services de santé malgré une vaste opposition populaire. Elle refuse d'augmenter les investissements publics dans la santé, ce qui permettrait de résoudre les problèmes persistants du temps d'attente pour les soins immédiats et de l'absence d'un système de soin des personnes âgées qui soit moderne et humain et doté d'un personnel suffisant.



Les travailleurs de la santé et les travailleurs du secteur public continuent de faire face à des gels de salaires, à la croissance de la charge de travail et au refus de l'élite dirigeante de reconnaître que leurs conditions de travail sont les conditions de vie des patients et des personnes âgées dont ils s'occupent.

Les travailleurs ont depuis longtemps fait leur réclamation à ce sujet : les services de santé sont un droit. Malgré des campagnes massives de désinformation sur des budgets équilibrés, sur la croissance du contrôle privé et de la propriété privée des services de santé, sur le développement de la médecine à deux vitesses et sur la même vieille orientation qui consiste à axer l'économie sur l'exploitation des ressources naturelles, les cercles dirigeants n'ont pas réussi à éliminer la revendication des travailleurs d'une alternative prosociale. Les Albertains ont toujours résisté aux

campagnes antisociales. Ils sont confrontés au problème de s'investir du pouvoir politiquement pour bâtir le nouveau de manière décisive et sans retour.



Les Albertains exigent depuis longtemps que ceux qui sont au gouvernement assument leur responsabilité sociale de mobiliser les forces productives pour garantir le droit de tous à des services de santé et des soins pour les personnes âgées de la plus haute qualité, ainsi que le droit à l'éducation et aux autres services publics qui les affectent. Ils rejettent les énoncés de principe et les plateformes électorales des partis de cartel. Ils rejettent aussi l'obscurantisme au sujet de l'équilibre budgétaire par l'austérité où ceux qui détiennent le pouvoir décident de ce qui est équilibré et de qui en profite.

Les Albertains maintiennent leur demande de résultats concrets, à commencer par une augmentation des investissements dans les programmes sociaux, ici et maintenant. Plus

généralement, ils demandent une nouvelle direction pour l'économie, qui ne dépend plus de l'exploitation des ressources naturelles contrôlées par des forces extérieures qui ne sont pas intéressées par la construction d'une économie moderne et polyvalente basée sur la fabrication, l'exploitation des ressources, l'agriculture, les services publics et des programmes sociaux répondant aux besoins de tous et garantissant leurs droits et leur bien-être.

Les Albertains demandent aux gouvernements de rendre compte de ce qui est fait pour restreindre et éliminer le contrôle et la propriété privés des programmes sociaux par lesquels les profits d'entreprises et d'intérêts privés sapent la vitalité des secteurs de la santé et de l'éducation. Le but de la propriété et du contrôle privés n'est pas de voir au bien-être de la population, mais d'enrichir de riches intérêts et de retirer de la valeur de l'économie pour l'utiliser ailleurs. La valeur produite en Alberta doit rester dans l'économie et être investie de manière à renforcer sa capacité à répondre à ses propres besoins face à l'emprise destructrice des oligarques mondiaux, en particulier les barons du pétrole.

Une alternative prosociale sous nos yeux

Les partis cartellisés qui rivalisent pour le pouvoir aux élections albertaines représentent tous, à un degré ou à un autre, la prétention néolibérale que le droit aux services de santé ne peut être garanti en raison d'un « manque d'argent ». Les plans budgétaires du NPD et du Parti conservateur uni rejettent tous deux une augmentation des investissements dans les programmes sociaux et les services publics. Ils prévoient plutôt des coupes dans les dépenses consacrées aux programmes sociaux et aux services publics, la différence entre eux ne portant que sur la quantité. On dit aux travailleurs que leur seul choix est d'accepter « une austérité bienveillante » ou d'être confrontés plus tard à des réductions massives, un système de santé à deux vitesses et une plus grande privatisation au service des riches.

L'alternative de mobiliser les forces productives modernes dans une direction prosociale nous interpelle au premier plan. Elle se voit dans la lutte des travailleurs et des professionnels de la santé, des enseignants et des travailleurs de l'éducation qui savent ce qu'il faut pour garantir la santé et l'éducation. Ils soulèvent les vrais problèmes auxquels eux et l'ensemble des Albertains sont confrontés et réfutent en pratique le jargon néolibéral des experts qui font mystère de tout. Un des refrains courants est que « les problèmes ne vont pas être réglés en y jetant plus d'argent ». Bien sûr

que si vous « jetez de l'argent » pour enrichir des intérêts privés, cela ne résoudra pas les problèmes.

Dans ce numéro du *Marxiste-Léniniste* nous présentons plusieurs articles qui témoignent des luttes des Albertains pour la défense des droits de tous, luttes qui se poursuivront, peu importe qui sort vainqueur de l'élection du 16 avril.

Arrêtez de payer les riches et augmentez le financement des programmes sociaux

Les programmes électoraux du NPD et du Parti conservateur uni (PCU) de l'Alberta prévoient des réductions des dépenses dans les programmes sociaux et les services publics. Ces mesures antisociales seraient nécessaires pour éliminer les déficits annuels du budget provincial, équilibrer les dépenses et les revenus et réduire la dette provinciale. Cette discussion sur l'équilibre budgétaire fait fureur partout au pays, avec l'Alberta et l'Ontario en tête. C'est une farce qu'on nous joue. Une personne peut équilibrer ou ne pas équilibrer tout ce qu'elle veut si c'est elle qui contrôle ce qui est équilibré. Qu'est-ce que cet équilibre des revenus et des dépenses des provinces a à voir avec la résolution du problème de garantir les services de santé et l'éducation en tant que droit pour tous ? Rien ! C'est de l'obscurantisme médiéval de la pire espèce, une astuce pour semer la confusion dans la classe ouvrière et l'amener à renoncer à se battre pour ses droits.

Quel problème aura été résolu à la fin des quatre années des budgets proposés par le NPD et le PCU ? Certainement pas le problème de garantir les services de santé et l'éducation pour tous en tant que droit. Il y aura encore un déséquilibre budgétaire, le déficit du NPD ne sera que légèrement supérieur à celui du PCU et la dette totale de la province ne sera guère différente de ce qu'elle est présentement. Le PCU réduit les revenus en réduisant l'impôt des sociétés tout en réduisant encore plus les dépenses consacrées aux programmes sociaux et aux services publics. Le NPD réduit également les dépenses consacrées aux programmes sociaux et aux services publics, mais maintient les revenus plus ou moins au même niveau. Le résultat final pour les deux partis cartellisés en termes d'équilibre sera nul, mais les problèmes dans les secteurs de la santé et de l'éducation resteront non résolus.[1]



L'augmentation du financement des programmes sociaux et des services publics constitue une réponse prosociale à un problème. Ce faisant, un programme est mis en place pour amener les services sociaux et publics du XXI siècle généralement en conformité avec les forces productives socialisées. Cela ouvre la porte à la résolution du problème de garantir le droit de tous à l'éducation et à la santé.

Les forces productives ont besoin de travailleurs instruits et en santé. La valeur que les travailleurs instruits et en santé apportent stimule les forces productives de tous les secteurs et leur permet de produire davantage de valeur et d'élever le niveau de la société tout entière. La propriété privée, dont le but est de générer des profits d'entreprise et d'intérêts privés, prive les systèmes de santé et d'éducation de ressources et de revenus indispensables à leur expansion et à leur humanisation. Le

problème créé par le fait que la propriété privée retire une partie de la valeur d'un secteur et même de l'économie est aggravé par le refus d'autres secteurs de réaliser (de payer) la pleine valeur sociale qu'ils consomment lorsqu'ils achètent la capacité de travail des travailleurs.

Les progrès énormes de la science et de la technologie permettent aux gens de vivre plus longtemps et en meilleure santé. Il y a cinquante ans, le traitement d'une crise cardiaque était très rudimentaire : une personne sur trois en mourait, comparé à une sur 20 aujourd'hui. La chirurgie de remplacement de la hanche était rare jusqu'à la fin des années 1980, avec peu d'alternatives à la douleur et à l'invalidité.

L'augmentation des fonds alloués aux services de santé et à l'éducation reflète ces changements et beaucoup d'autres changements importants qui ont un impact sur la qualité de vie et la longévité des êtres humains. Voir ce progrès comme un drainage de la société est la perspective la plus inhumaine et antisociale qui soit. Augmenter le financement des programmes sociaux et des services publics est une direction positive pour l'économie.

Le financement de la santé et de l'éducation

Comment financer la santé et l'éducation ? Les solutions à ce problème sont limitées à ce qu'offre l'ordre du jour néolibéral et à ce qu'il considère comme acceptable comme sujet de discussion. Ceux qui déclarent que le financement des programmes sociaux est un problème de manque de revenus fiscaux laissent entendre que les travailleurs devraient être disposés à payer des taxes et des impôts plus élevés pour bénéficier de meilleurs programmes sociaux et à payer des taxes sur le carbone s'ils sont préoccupés par les changements climatiques. Une autre proposition est que l'Alberta institue une taxe de vente provinciale, une taxe régressive qui frappe le plus durement la classe ouvrière et les plus pauvres.



Parmi les autres solutions néolibérales, il y a l'idée que les dépenses publiques consacrées aux programmes sociaux sont excessives et doivent être réduites. Avec les licenciements et les coupures, davantage d'argent public peut aller directement dans les poches des riches, ce qui, dit-on, aurait ensuite des retombées pour les travailleurs, alors qu'en réalité la seule chose qui en découle pour les travailleurs est l'appauvrissement et la détérioration de leurs conditions de vie et de travail.

L'élite dirigeante estime que les formes d'imposition apparues au vingtième siècle, telles que l'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises, l'impôt foncier et les frais d'utilisation des services publics, sont toutes nécessaires et ne sont pas matière à débat. En revanche, de nombreux travailleurs considèrent que la fiscalité générale pour financer des programmes sociaux est une fraude pour dissimuler

le refus des oligarques d'entreprises de payer pour la valeur publique qu'ils reçoivent des programmes sociaux et des services publics.

Le problème n'est pas le manque d'argent à investir dans les programmes sociaux et les services publics, mais bien le fait que d'autres secteurs de l'économie ne réalisent pas la valeur de ces programmes et que cette valeur n'est pas restituée aux institutions publiques qui la produisent. Dans l'économie moderne et interconnectée de la grande production industrielle, les différentes parties de l'économie doivent réaliser la valeur qu'elles consomment dans d'autres secteurs, notamment ceux

des programmes sociaux et des services publics. Le refus de l'élite dirigeante de reconnaître et de réaliser pleinement la valeur que ses entreprises consomment des programmes sociaux et des services publics affaiblit considérablement l'économie.

Le refus de payer l'entière valeur sociale de la capacité de travail des travailleurs instruits et en santé tout au long de leur vie en est un exemple flagrant. Cela va jusqu'au refus des grandes entreprises de payer pour la valeur qu'elles reçoivent des transports en commun, des routes, des autoroutes, des ponts, des aéroports, des recherches effectuées dans les institutions publiques et de tout ce qui est nécessaire à une société moderne et à son économie intégrée de la grande production industrielle.

Les oligopoles exigent que l'État leur fournisse des travailleurs instruits, des infrastructures publiques et les services dont ils ont besoin sans réaliser toute la valeur sociale. C'est sans compter que de nombreux oligopoles ne paient même pas d'impôts ou que ce qu'ils paient est bien inférieur au taux courant en raison d'allègements fiscaux de toutes sortes. C'est sans compter non plus les milliards de dollars qu'ils reçoivent par le biais de stratagèmes pour payer les riches et par les infrastructures et les services, comme c'est devenu pratique courante pour les grandes entreprises. Le résultat est que l'économie est secouée par des crises récurrentes et que les travailleurs vivent dans l'insécurité.

Ce n'est pas le manque d'argent qui empêche l'augmentation des investissements dans les programmes sociaux et les services publics, mais bien le pouvoir social, économique et politique et le contrôle que l'oligarchie financière exerce sur l'économie pour la soumettre à ses intérêts privés et l'absence d'une responsabilité sociale dans la poursuite de son but. En opposition à cela, il y a le peuple qui veut être habilité à prendre le contrôle des décisions qui l'affectent. Ce sont les luttes qu'il mène à la défense des droits de tous qui font la différence, pas les promesses électorales et les grands énoncés de principe des partis cartellisés qui rivalisent pour former le prochain gouvernement.

Note

1. « À la fin de la période budgétaire quadriennale, les déficits projetés s'élèvent à 3,2 milliards de dollars pour le plan budgétaire du NPD pour 2018 et à 1,4 milliard de dollars pour le plan du PCU. La stratégie budgétaire du PCU ne vise pas à remédier au déficit ou à la dette, puisque la dette de 86 milliards de dollars qu'elle prévoit au bout de quatre ans n'est pas très différente de la projection de 95 milliards de dollars du NPD ». (Source : *The Employment Impact of Election Promises : Analysis of budgetary scenarios of UCP and NDP platforms*, préparé pour la Fédération du travail de l'Alberta)

L'éducation est un droit!

**Les enseignants et les étudiants de l'Alberta exigent
des conditions de travail et d'apprentissage par
lesquelles l'éducation est garantie en tant que droit
pour tous et toutes**

- Kevan Hunter -

Les enseignants saisissent l'occasion des élections en Alberta pour intensifier leur lutte continue pour que le droit à l'éducation soit garanti. Ils font du nombre d'élèves par classe et des classes intégrées une question électorale. L'Association des enseignants de l'Alberta (AEA) intensifie sa campagne Class Size Matters (Le nombre d'élèves par classe compte) et fournit aussi de l'information et du

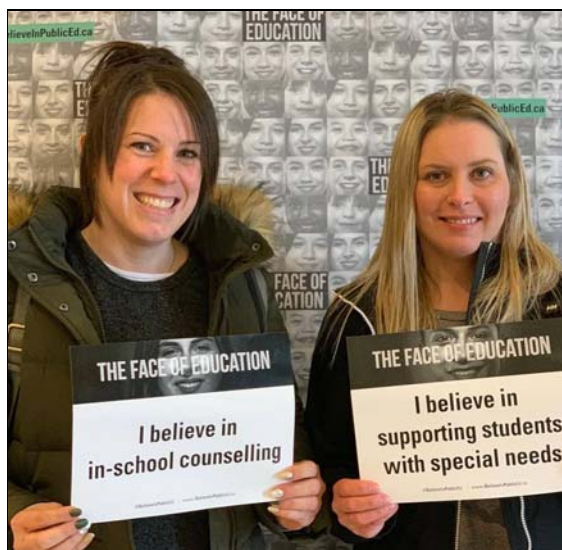
matériel sur d'autres importantes questions en éducation. L'AEA a produit des milliers de cartes postales qui mettent en lumière l'inacceptabilité des classes bondées.



L'AEA se veut une organisation « féroce non partisane ». Elle ne milite ni pour ni contre aucun des partis politiques, mais cherche à intervenir politiquement, période électorale ou pas, à la défense de conditions en éducation qui permettront aux étudiants de s'épanouir et d'atteindre leur plein potentiel. Ce qui veut dire pour elle, entre autres, les conditions pratiques requises par les enseignants pour réaliser leur travail en appui à leurs élèves.

Les enseignants font du porte-à-porte et parlent à leurs voisins au sujet de leurs préoccupations face aux conditions actuelles dans le système d'éducation. Le refus des gouvernements de fournir les investissements nécessaires pour résoudre le problème des classes surchargées va à l'encontre des revendications non seulement des étudiants et des enseignants, mais de tout le corps politique. Sur la base de l'expérience du porte-à-porte jusqu'à présent, les gens sont nettement préoccupés par l'état de l'éducation et disent ouvertement qu'il faut faire quelque chose.

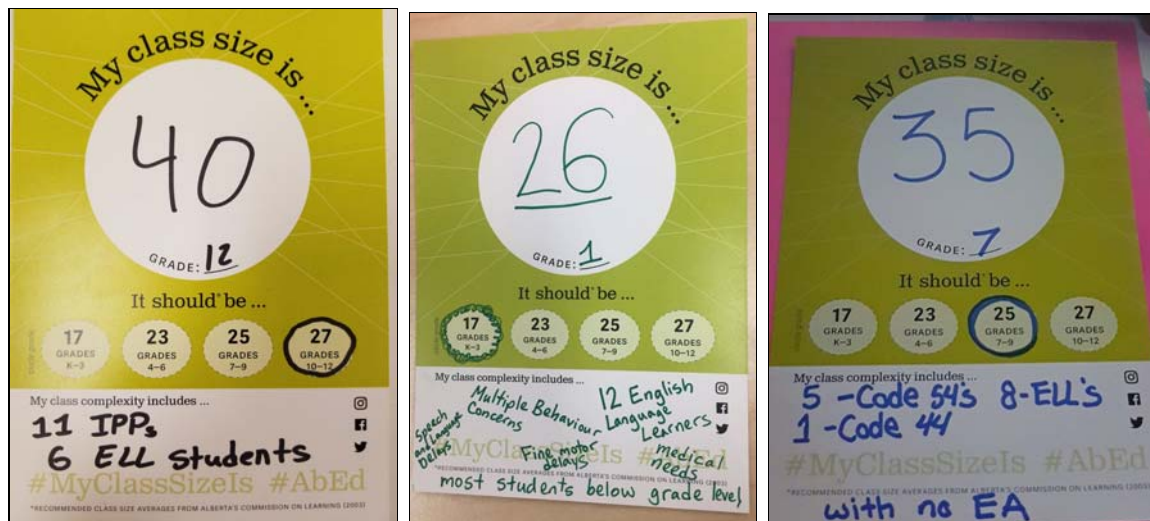
Depuis plusieurs années, le sous-financement du système d'éducation a mené à une détérioration des conditions dans les écoles. Lorsqu'on leur demande quels sont les problèmes auxquels ils sont confrontés dans les salles de classe, les enseignants affirment majoritairement que leur principale préoccupation est le nombre d'élèves par classe. Aussi, ils constatent qu'un nombre croissant d'élèves ayant des besoins particuliers sont intégrés dans les classes ordinaires sans le soutien nécessaire dont ils ont besoin pour réussir. Un autre sujet de préoccupation est le gel des salaires qui perdure depuis les six des sept dernières années. En 2015, il y a eu une augmentation d'environ 2,5 % (un chiffre qui peut varier légèrement selon les commissions scolaires). En tenant compte du coût de la vie, on peut en déduire que les salaires des enseignants ont été coupés d'à peu près 7,5 % depuis 2012.



Selon un rapport de l'AEA : « L'année dernière, 81 % des classes du préscolaire avaient un ratio plus élevé que les critères établis par la Commission de l'Alberta sur l'apprentissage (CASA) et toutes les

écoles à l'exception de cinq juridictions ont dépassé la cible fixée par la CASA. Ces moyennes ne reflètent pas fidèlement le grand nombre de classes dont le nombre d'élèves est bien au-delà de la moyenne. Depuis 2002, le nombre de classes de base avec 40 élèves ou plus a augmenté de 600 % . »

Les actions des enseignants dans ces élections sont une extension de la campagne entreprise l'année dernière alors qu'ils ont fait parvenir des cartes postales aux membres de l'Assemblée législative pour les informer des conditions dans les salles de classe. Ils les ont aussi propagées massivement sur les médias sociaux. L'AEA a aussi déclaré le 9 avril une journée « blitz » pour contacter les candidats, incitant ainsi les enseignants à communiquer avec les candidats pour leur demander comment ils comptent défendre le droit à l'éducation en veillant à ce que les écoles aient les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des étudiants et des enseignants.



Une autre préoccupation sérieuse est le fossé qui sépare le taux général de finissants de l'école secondaire en Alberta relativement aux finissants autochtones. Au total, 80 % des étudiants terminent leur école secondaire au bout de cinq ans, tandis que pour les étudiants autochtones, le nombre est à 60 %.

Selon la politique du gouvernement néodémocrate, celui-ci finance l'éducation en fonction de l'augmentation de la population, ce qui veut dire que le montant par tête pour les étudiants demeure le même. Le gouvernement conservateur, qui a été défait en 2015, ne préconisait aucun financement en fonction des augmentations de la population. Dans le dernier budget du NPD, il y a eu des compressions au budget consacré aux besoins éducatifs et à l'entretien. Quant au transport scolaire, le budget est resté à peu près le même malgré l'augmentation du nombre d'étudiants, et il en va de même pour le budget de gestion et d'administration. Le budget du NPD ne prévoyait aucun financement pour répondre aux réclamations des enseignants qui accèdent aux échelons salariaux supérieurs et le financement pour les étudiants ayant des besoins particuliers était de loin inférieur aux sommes réellement dépensées par les commissions scolaires pour ces services. Les lacunes budgétaires à tous les niveaux ont entraîné une nouvelle augmentation du nombre d'élèves par classe.



À titre d'exemple, la Commission scolaire de Calgary (CSG) affirme qu'elle aurait besoin de 21 millions de dollars additionnels uniquement pour maintenir son niveau actuel de services, sans

l'ajout de nouveaux élèves. La CSG fait valoir que le financement gouvernemental à tous les niveaux est insuffisant pour répondre aux besoins. Elle affirme que 136 millions de dollars du financement alloué sont consacrés aux 21 000 étudiants ayant des besoins particuliers, mais que le financement offert par le gouvernement n'est que de 78 millions. Aussi, l'appui accordé à l'apprentissage de l'anglais de 29 000 élèves de la CSG est de 31 millions de dollars, mais le gouvernement n'alloue pour ce service que 23,5 millions.

La discussion des enseignants porte sur pourquoi c'est ainsi. Est-il vrai que le problème est un « manque d'argent » ? Ce raisonnement ne tient pas la route puisque l'éducation ne représente pas un coût pour la société. L'éducation est essentielle au fonctionnement d'une société moderne et y ajoute une immense valeur. La jeune génération doit acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour être des citoyens actifs. Les investissements en éducation sont réalisés plus d'une fois sous forme de valeur transférée dans l'économie et la société. Cette valeur devient partie intégrante des étudiants et est transférée aux services et aux biens que ceux-ci produisent lorsqu'ils travaillent.

Il y a problème lorsque les compagnies refusent de réaliser (payer) la valeur qu'elles reçoivent des programmes sociaux tels que l'éducation et que les gouvernements refusent de les forcer à le faire. Le refus de réaliser la valeur de l'éducation au sein de l'économie est responsable du sous-financement continu en éducation. Loin de contribuer à une économie dynamique organisée pour répondre aux besoins du peuple, le refus des compagnies et du gouvernement de réaliser la valeur de l'éducation contribue à l'approfondissement de la crise économique et à la détérioration des conditions de vie et de travail du peuple.

L'éducation est un droit. Ce principe au coeur d'une société moderne constitue la base des réclamations des étudiants pour que leur droit à l'éducation soit garanti et que le droit des enseignants soit reconnu en leur accordant les outils et les conditions pour qu'ils puissent affirmer ce droit. Les étudiants et les enseignants obtiennent un immense appui de la classe ouvrière pour faire en sorte que l'éducation soit un droit pour tous. Les gens veulent pouvoir garantir un avenir radieux aux jeunes et répondre aux besoins de la société. Lorsque les gouvernements privent le peuple et la société de ce droit, ils abdiquent leur responsabilité sociale et ne sont plus aptes à gouverner.

Les enseignants n'ont pas abandonné la lutte entreprise en 2002 pour élever leurs conditions de travail et les conditions d'apprentissage des étudiants à un niveau permettant de garantir l'éducation en tant que droit pour tous au XXI^e siècle. Les enseignants n'ont d'autre choix que de consolider leur organisation et leurs revendications indépendantes à la défense de l'éducation publique et pour l'augmentation des investissements dans les programmes sociaux. Les jeunes aujourd'hui ainsi que leurs enseignants et tous les travailleurs en éducation sont déterminés à bâtir le nouveau. Ils déclarent d'une seule voix que ces forces politiques qui refusent de soutenir leur responsabilité sociale envers la jeunesse et la société seront mises au rancart pour faire place au nouveau.



Le Parti conservateur uni brandit un épouvantail pour attaquer la réforme du programme scolaire en Alberta

- Dougal MacDonald -



Le Parti conservateur uni de l'Alberta (PCU), dirigé par Jason Kenney, l'ancien ministre fédéral de l'Immigration sous Harper, a publié son programme politique pour les élections provinciales de l'Alberta. Une des déclarations dans sa plateforme sur l'éducation se lit comme suit : « Mettre fin à l'accent sur l'apprentissage par la 'découverte' ou 'la méthode d'investigation', également appelé constructivisme. » Sans surprise, il s'agit d'une désinformation complète, sans parler d'un non-sens verbal. Ou bien les responsables de la plateforme du PCU sont délibérément bornés dans la promotion de leur ordre du jour, ou bien ils n'y connaissent rien en ce qui a trait à l'enseignement et l'apprentissage.

Les attaques du PCU contre l'éducation sont faites dans le cadre du processus actuel de réforme du programme scolaire par le gouvernement néodémocrate. Cette réforme est un besoin urgent, car un certain nombre de programmes ont maintenant dépassé de beaucoup leur date de péremption. Le programme d'enseignement des sciences au niveau primaire, par exemple, est le même depuis 23 ans. Le programme d'enseignement des arts au niveau primaire a 34 ans. C'est le résultat de 44 années de gouvernements conservateurs qui ont constamment privé l'éducation d'investissements et dirigé les fonds publics vers des stratagèmes pour payer les riches en faveur des grandes sociétés d'énergie principalement sous contrôle étranger qui continuent de dominer l'Alberta.

Pour commencer, la découverte, la méthode d'investigation et le constructivisme sont trois choses différentes. La découverte et la méthode d'investigation sont des stratégies pédagogiques. Le constructivisme est une théorie de l'apprentissage. Le PCU fait référence à la découverte, à la méthode d'investigation et au constructivisme dans ses attaques contre l'éducation, comme « épouvantail » à sa prétention que l'éducation en Alberta est dans un état déplorable à cause des enseignants irresponsables qui ne font pas leur travail correctement et que « le remède » consiste à transformer l'enseignement en un simple endoctrinement, ce qu'ils accusent les autres de faire.

Le terme « découverte » est apparu dans les années 1960, alors que les programmes scientifiques en Amérique du Nord étaient en pleine mutation à la suite du lancement du satellite Spoutnik de l'Union soviétique. Cela a conduit les élites dirigeantes à craindre « d'être dépassées ». La science de la « découverte » est apparue dans les années 60 en réaction à la prédominance du behaviorisme dans la théorie de l'apprentissage pédagogique, qui concevait les étudiants comme des assimilateurs passifs de ce qu'ils apprenaient. Le principal partisan de la découverte était Jérôme Bruner, également connu sous le nom de « Dr Discovery ».

Bruner a conçu l'apprenant comme un participant actif à recréer le sens des choses plutôt qu'un

récepteur passif de connaissances. Il s'agissait d'un progrès, qui fait partie de la lente transition des conceptions basées sur le comportement à des conceptions plus cognitives de l'apprentissage. Ce qui est devenu important n'est pas seulement ce que les élèves peuvent faire, mais aussi ce qu'ils pensent. Il est rapidement devenu évident que la science par la « découverte » ne tenait pas suffisamment compte du rôle de l'enseignant dans la présentation des idées scientifiques importantes, et elle a donc été abandonnée depuis longtemps par la plupart des enseignants en sciences. Comme l'a dit Charles Anderson, un éducateur en sciences: « Laissés à eux-mêmes, les étudiants peuvent découvrir beaucoup de choses intéressantes sur les plantes ou la lumière, mais ils développeront des idées scientifiques sur la photosynthèse ou la vision aussi rapidement que la race humaine. En d'autres termes, pas en une seule vie. »

L'investigation ou l'enquête scientifique, et non la découverte, est présentement la principale stratégie d'enseignement dans le domaine des sciences de l'éducation. Elle n'est pas tombée du ciel, mais est basée sur ce que les scientifiques en exercice font réellement pour poursuivre des investigations scientifiques. Les étudiants sont encouragés à se comporter en « petits scientifiques » et à mener des enquêtes scientifiques en utilisant des méthodologies similaires à celles utilisées par les scientifiques, par exemple des expériences contrôlées. Les conclusions sur le monde de la nature reposent autant que possible sur les conclusions des élèves, qui sont discutées et interprétées à l'aide d'arguments fondés sur des preuves et la raison, souvent d'abord en petit groupe puis en classe entière.

Encore une fois, lorsqu'ils mènent une enquête scientifique, les élèves ne découvrent pas tout par eux-mêmes, les enseignants jouant un rôle actif. Les enseignants participent en organisant des cours, en facilitant l'apprentissage des élèves, en les familiarisant avec les connaissances scientifiques actuelles, etc. Le slogan qui les guide n'est pas simplement des « activités pratiques », mais des « activités pratiques et intellectuelles ». À l'heure actuelle, les enseignants en sciences et de nombreux scientifiques s'entendent pour dire qu'il n'existe actuellement pas de meilleure stratégie que la recherche scientifique pour enseigner les sciences aux étudiants.

Le constructivisme est une théorie de l'apprentissage qui est devenue populaire dans les années 1980. Le constructivisme repose sur la prémisse que les élèves donnent un sens à ce qu'ils apprennent à la lumière de ce qu'ils savent déjà. De nombreux enseignants incluent désormais une phase de cours où ils sondent de manière formelle les idées que les étudiants entretiennent sur le monde naturel avant l'enseignement, c'est-à-dire leurs idées préexistantes. En effet, des recherches ont montré que les étudiants (et les adultes) sont susceptibles d'avoir des idées non scientifiques, ce qui peut entraver leur apprentissage des idées scientifiques, contrairement à la notion comportementale voulant que l'esprit soit une ardoise vierge sur laquelle écrire. Un exemple d'idée préexistante pourrait être : « La gravité dans l'espace est égale à zéro. »

Le constructivisme a ses faiblesses, mais il a conduit à d'importantes nouvelles stratégies d'enseignement des sciences qui tiennent compte des idées préexistantes des étudiants, qui se sont révélées plus efficaces que les stratégies précédentes en termes d'amélioration de la compréhension des concepts scientifiques. Comme l'a dit un éducateur, cela aide les enseignants à « rendre la science plausible dans le contexte d'une expérience enrichissante ».

La mise en oeuvre du constructivisme par les enseignants n'a pas affaibli l'apprentissage des sciences, mais l'a renforcé. Il est important à cet égard de garder à l'esprit que les idées sur l'enseignement et l'apprentissage sont un processus d'amélioration qui se poursuit toujours. Ils sont mis à l'essai dans la pratique et lors de leur mise en oeuvre, ils peuvent être révisés et/ou rejetés sur la base des preuves rassemblées lors de leur essai avec des étudiants en classe.



À titre d'information

La taille des classes compte



Des enseignants en grève se rassemblent devant l'Assemblée législative de l'Alberta, Edmonton, 7 février 2002.

En février 2002, 21 000 enseignants de l'Alberta ont fait la grève pour réclamer un financement accru de l'éducation. Ils ont exigé des conditions dans les classes qui leur permettent de faire le meilleur travail possible avec les élèves. Ils ont également présenté une demande de salaire et d'avantages qu'ils jugent acceptable, en particulier des demandes qui répondent aux besoins des jeunes enseignants. Jonathan Techtmeyer a décrit la situation dans un article récent sur le site Web de l'Association des enseignants de l'Alberta (ATA) :

« Le 4 février 2002, la plus grande grève des enseignants de l'histoire de l'Alberta a commencé. Le mécontentement des enseignants débordait après des années de compressions dans l'éducation (réductions de financement, perte de postes d'enseignants, ressources perdues et réductions de salaire), suivies d'un sous-financement persistant dans les années 1990. Les enseignants ont cherché, par le biais de négociations collectives, à améliorer la situation qui les préoccupe depuis longtemps concernant les conditions de classe déficientes. Les classes nombreuses étaient une préoccupation majeure. »

Au lieu d'assumer ses responsabilités sociales et de fournir les fonds supplémentaires nécessaires à l'éducation, le gouvernement Klein a utilisé ses pouvoirs de police pour déclarer une « urgence » ordonnant aux enseignants de retourner au travail 19 jours après le début de la grève. Deux semaines plus tard, le juge en chef de l'Alberta a statué que le gouvernement n'avait pas démontré l'existence d'une « urgence » et avait déclaré nuls et non avenue l'ordre de retour au travail et le processus d'arbitrage prévu dans le décret.

Ce qui a suivi est appelé « état de droit » au Canada. Le gouvernement a rapidement présenté le projet de loi 12, décrit par le président de l'ATA d'alors, Larry Booi, comme « l'un des textes de loi du travail les plus gratuits et les plus draconiens de l'histoire du Canada, adopté à la hâte par l'Assemblée législative en quelques jours seulement ». La législation imposait un processus

d'arbitrage truqué et supprimait les clauses existantes des conventions collectives protégeant les heures de travail et la taille des classes, interdisait aux enseignants de faire la grève pendant une période prolongée et interdisait les activités pouvant être considérées comme un moyen de pression.

Les enseignants ont réagi en contestant la loi devant les tribunaux, en retirant les services volontaires et en menant une campagne vigoureuse pour informer les Albertains des enjeux. L'indignation causée par les actions du gouvernement et le large soutien apporté aux enseignants l'ont contraint à modifier le processus d'arbitrage et à convenir de créer une commission de l'apprentissage chargée de mettre en lumière les conditions de travail dans les salles de classe.

Le rapport final de la Commission de l'apprentissage de l'Alberta (CDA) a été publié le 7 octobre 2003. Le rapport intitulé « Chaque enfant apprend, chaque enfant réussit » contenait 95 recommandations pour réaliser la vision de la commission en matière d'éducation et identifiait l'investissement supplémentaire requis de 600 millions de dollars. Il a établi des directives à l'échelle de la province concernant la taille moyenne des classes dans toutes les juridictions scolaires, mais aucune recommandation n'obligerait les conseils scolaires à respecter ces effectifs.

Le rapport identifiait la taille des classes comme l'un des domaines les plus étudiés en éducation et indiquait qu'une « profusion de recherches » étayait les points de vue des plus petites classes : « Le point critique de toutes les recherches examinées par la Commission est que la taille des classes compte. » Cette conclusion a été renforcée par toutes les études légitimes depuis. Elle est particulièrement vraie lorsque la population étudiante est confrontée à la pauvreté, à la discrimination et à la marginalisation.

Les lignes directrices suggérées par ACOL sont les suivantes : 17 élèves de la maternelle à la 3e année ; 23 élèves de la 4e à la 6e année ; 25 élèves de la 7e à la 9e année ; 27 étudiants au niveau secondaire. La composition des classes devrait également être prise en compte, par exemple les classes avec des besoins spéciaux et les apprenants de langue anglaise ou les étudiants à risque devraient être plus petites que celles définies dans les directives.

Où en est la taille de la classe 17 ans après la publication du rapport de la Commission de l'apprentissage ? Selon le vérificateur général de l'Alberta, en 2017-2018, le nombre de juridictions ayant atteint les objectifs était en réalité inférieur à celui observé lors du lancement des initiatives concernant la taille des classes. Le bureau du vérificateur général a conclu que le financement en fonction de la taille des classes était essentiellement devenu un autre niveau de financement de base pour l'instruction.

L'ATA souligne que l'utilisation de moyennes est un moyen de masquer les conditions réelles des élèves et des enseignants. L'analyse par l'ATA des données du gouvernement de l'Alberta a révélé que 80 % des classes de la division un (maternelle à la 3e année) sont au-dessus de la recommandation d'ACOL et, en moyenne, les classes excédant la taille maximum dépassent de près de 30 % les recommandations. Au total, près de 17 000 salles de classe de la division 1 de l'Alberta sont surdimensionnées de plus de 20 %. Dans les niveaux supérieurs, 11 000 classes dépassent de 20 % les niveaux recommandés.

Une enquête menée en 2018 par Janet French, journaliste à l'*Edmonton Journal*, a obtenu des données fiables de six juridictions scolaires de l'Alberta (deux à Calgary, à Edmonton et à Red Deer). La constatation : plus de 85 % des classes de la maternelle à la 3e année de ces districts dépassaient la taille maximum. L'enquête de French a révélé une classe de mathématiques de 10e année avec 45 élèves, une classe de sciences de 11e année avec 47 élèves et une classe d'éducation physique du premier cycle du secondaire avec 67 élèves. À Red Deer, une classe de 5e année comptait 37 élèves, note l'ATA. Edmonton Public avait 457 classes comptant entre 36 et 40 enfants et Red Deer Catholic avait trois classes de division 1 avec 35 élèves ou plus.

L'ATA conclut : « Seize ans se sont écoulés depuis la plus grande grève des enseignants de l'Alberta, et le problème le plus important de ce conflit, la taille des classes dans les écoles de l'Alberta, est toujours aussi grave. Les enseignants et les parents favorables ont adopté une position de principe pour protéger la qualité de l'éducation des élèves de l'Alberta. Malheureusement, ces étudiants n'ont jamais pu apprécier les petites classes qu'on leur avait promises. Les élèves qui entraient à la maternelle en 2002 sont maintenant diplômés de l'université et une génération d'enfants a manqué les avantages des petites classes. »

Les enseignants ont été fidèles à leurs revendications pour de meilleures conditions d'enseignement, qui sont les conditions d'apprentissage des élèves, et il est clair qu'ils poursuivront leur combat dans les années à venir. En se réunissant, en réfléchissant et en s'exprimant, ils sont assurés de trouver un moyen d'aller de l'avant.

À la défense des services de santé et des soins aux aînés publics

Les syndicats de la santé prennent la parole



L'association des sciences de la santé de l'Alberta (HSAA) organise la campagne « La santé ça compte » depuis plus d'un an. La campagne met en lumière l'expérience et la compétence des membres de l'association qui, aux côtés des autres travailleurs du secteur public, sont aux premières lignes de la défense du système de santé public et des autres programmes sociaux et du droit des citoyens d'avoir ces programmes dans une société moderne. Les membres de l'association travaillent dans les laboratoires, dans l'imagerie diagnostique, dans la médecine d'urgence, en thérapie, dans le traitement des dépendances et dans plusieurs autres professions.

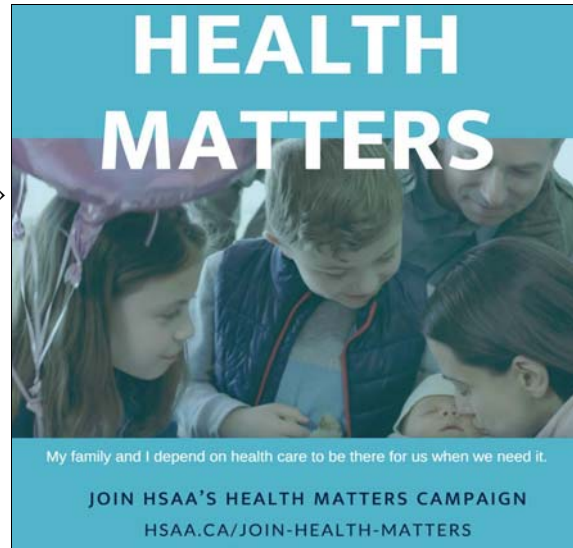
L'Association des sciences de la santé de l'Alberta a aussi mené une campagne pour faire augmenter le nombre des ambulances et des paramédicaux en 2018 qui a donné lieu à un financement accru des Services médicaux d'urgence (EMS). Pendant la campagne, l'association a fait remarquer que le nombre des appels aux EMS avait augmenté de près de 20 % depuis 2010 alors que le nombre de paramédicaux avait augmenté d'à peine 3,4 %.

« En tant qu'experts, nous savons que les coupures dans la santé causent des dommages immenses. Les risques causés aux services de santé et aux Albertains sont tels que nous ne pouvons garder le silence. Nous sommes vos experts dignes de confiance en services de santé et nous avons jugé essentiel de prendre la parole. L'Alberta doit investir dans un système de santé qui est déjà sous pression et non y faire des coupures », écrit l'association.

« L'Alberta doit mettre fin à la privatisation croissante de la santé pour que chaque dollar soit dépensé pour les patients et non détourné pour augmenter les profits des grandes entreprises. Aucune personne ayant besoin de soins de santé ne devrait s'inquiéter d'être en mesure de se les offrir. »

L'Association des sciences de la santé de l'Alberta lance l'appel à tous à faire de la santé un enjeu électoral.

Le Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta (SEPA) a publié un communiqué de presse le 27 mars en réponse à l'annonce du gouvernement du NPD qu'il créera 2 000 lits de soins de longue durée dans la province s'il est élu.



« On a un grand besoin de lits de soins de longue durée en Alberta, mais ceux-ci ne peuvent plus être financés par les contribuables et dispensés par des entreprises privées fonctionnant à profit qui sont plus préoccupées par les revenus que par la livraison de soins de qualité », a dit la vice-présidente de l'SEPA, Susan Slade.

« Le NPD sait que les espaces publics de soins de longue durée sont ceux qui livrent les meilleurs soins possibles aux aînés et aux résidents. C'est la raison pour laquelle, dans sa plateforme électorale de 2015, il a promis de créer 2 000 lits de soins de longue durée dans le système public en 4 ans. Dans sa plateforme, le parti avait aussi critiqué le gouvernement progressiste-conservateur d'alors pour ses 'expérimentations coûteuses de privatisation' et avait demandé que des fonds soient retournés aux services livrés publiquement.

« Malheureusement, les expériences de soins privés de longue durée se sont poursuivies depuis 2015 et nous voyons aujourd'hui que le mot 'public' a complètement disparu de la promesse de 2 000 lits de soins de longue durée du NPD », a dit Slade. Le SEPA demande à tous les partis politiques d'appuyer et de faire des investissements dans les soins de santé financés et dispensés publiquement.

Les revendications des travailleurs de la santé sont justes. Augmentez le financement pour la santé, les soins aux aînés et les programmes sociaux !

Les travailleurs de laboratoires médicaux disent Non! à la mise au rancart de nouvelles installations publiques

La question de qui décide la direction de l'économie, y compris la santé et les autres services publics, a surgi au premier plan encore une fois lorsque le chef du Parti conservateur uni (PCU), Jason Kenney, a annoncé qu'il allait abandonner le projet de construire les nouveaux laboratoires médicaux publics à Edmonton. Kenney a dit qu'un gouvernement du PCU « économiserait » 650 millions de dollars en mettant au rebut le nouveau centre qu'il a qualifié d'« empire bureaucratique ».

Tous les Albertains sont concernés et doivent donc avoir leur mot à dire quand il est question de remettre un avoir public aussi crucial à des intérêts privés. Les travailleurs de laboratoire dévoués, compétents et expérimentés doivent être au centre de la prise de décision dans les affaires qui

concernent leur secteur de travail.

En 2015, les Services de santé de l'Alberta ont annoncé qu'ils allaient signer un contrat avec une entreprise australienne qui a débuté comme entreprise minière aux actions cotées à quelques sous pour construire un nouveau laboratoire à Edmonton pour desservir le nord de l'Alberta. La décision a été prise après que le groupe chargé de faire des recommandations ait reçu l'ordre d'exclure un laboratoire public. Cette décision a fait l'objet d'une vaste opposition et le gouvernement du NPD l'a renversée au profit d'un processus qui permettait à toutes les options d'être prises en compte.



Le président de l'Association des sciences de la santé de l'Alberta (HSAA), Mike Parker, a expliqué que la conclusion tirée à la fin du processus était qu'un laboratoire provincial de propriété et de gestion publiques était l'option la meilleure et la plus efficace. L'association représente le personnel des laboratoires médicaux.

« Le chef du PCU Jason Kenney a démontré une ignorance renversante de la façon dont fonctionne le système de santé dans sa déclaration au sujet des services de laboratoire en Alberta, a dit Parker. Il est difficile de croire que quelqu'un d'aussi peu compétent veuille qu'on lui confie le fonctionnement de notre service de santé si important. Les plans de Kenney pour les services de laboratoire comprennent tant d'idées fausses, d'erreurs, de déclarations trompeuses et d'insultes aux experts en soins de santé qu'on ne sait plus par où commencer quand on analyse ce qu'il dit... »

« Il dit que les laboratoires ne soignent pas les gens. Qu'est-ce qu'on fait dans les laboratoires alors ? Nous faisons les tests qui fournissent les diagnostics qui permettent aux gens d'être traités. Les laboratoires et les experts qualifiés en soins de santé qui y travaillent jouent un rôle crucial dans le système de santé. Sans leurs compétences, les médecins travailleraient à l'aveuglette. » Parker a ajouté que l'affirmation qu'on n'a pas besoin d'un nouveau laboratoire est mal informée et que les laboratoires sont utilisés au maximum et qu'ils rendus à un point de rupture. Il va falloir qu'un nouveau laboratoire soit construit, a-t-il dit. La seule question est de savoir s'il sera basé sur le mobile du profit ou s'il sera possédé et géré publiquement.

Les faits montrent que loin de « sauver de l'argent », Kenny propose d'accaparer une plus grande quantité de richesse sociale pour remplir les poches des riches. Selon l'entente qui avait été conclue avec l'entreprise privée Sonic en 2015, la compagnie allait financer l'acquisition du terrain et la construction du nouveau laboratoire. On lui repaierait l'investissement fixe de richesse sociale plus intérêt et on lui garantirait un profit du fonctionnement de l'entreprise. Les Services de santé de l'Alberta devraient acheter l'installation et l'équipement si le contrat n'était pas renouvelé après 15 ans, bien que Sonic aurait déjà empoché le remboursement de sa richesse sociale investie plus intérêt, sans parler du bénéfice d'exploitation, que le public ne reverra jamais.

La mise au rancart du projet de laboratoire public serait la première étape du retour à la manoeuvre de la construction du laboratoire avec le profit comme objectif. Des manoeuvres du genre devraient être reconnues pour ce qu'elles sont, une forme de corruption, et bannies par la loi. La valeur créée au sein des programmes sociaux et des services publics, comme les services de laboratoire, doit demeurer dans le système de santé public ou être utilisée pour améliorer d'autres services publics et l'infrastructure sociale et matérielle et pour protéger le bien-être des travailleurs de la santé.

Les aînés de l'Alberta méritent une meilleure campagne électorale

En mars 2019, les Amis de Medicare (ADM) et Intérêt public Alberta (IPA) ont lancé une campagne commune, Les aînés de l'Alberta méritent mieux, pour mettre de l'avant des solutions aux problèmes auxquels les aînés font face dans le système de soins continus. La campagne revendique que le gouvernement élimine le profit du soin aux aînés et établisse des ratios patients/personnel qui s'attaquent à la charge de travail qui mène au surmenage du personnel et dégrade la qualité des soins et de l'attention pour les aînés qui reçoivent des soins. La campagne a été lancée par quatre vidéos et une pétition qui demande à tous les partis de faire du renforcement des soins aux aînés leur première priorité.

« Les Albertains apprécient les services publics et ceux-ci doivent être renforcés et non coupés », a dit le directeur général de l'IPA, Joel French. « Nos aînés ont besoin d'un système public robuste qui fournit des soins de haute qualité. Certains politiciens promettent des réductions d'impôts aux grandes entreprises et aux riches, mais notre gouvernement doit mettre l'accent sur l'investissement dans des soins de santé adéquats pour les aînés de l'Alberta qui ont travaillé fort toute leur vie pour contribuer au bien-être de notre province. »

Le vice-président du Groupe de travail des aînés de l'IPA, Noel Somerville, qui paraît dans une des vidéos, a parlé de l'importance de créer un système de soins continus qui est plus simple à utiliser. « Il existe tant de barrières pour les familles qui cherchent des soins adéquats pour leurs proches, le système complexe de références par exemple. Nous devons bâtir un système qui est facile d'accès », a-t-il dit.

« Le personnel du système de soins aux aînés est nettement insuffisant. Dans certains établissements, une personne peut avoir la charge de 30 résidents », a dit Sandra Azocar, directrice générale de l'ADM. « Les conditions de travail sont les conditions de la livraison des soins. Nous avons besoin de ratios personnel/patients établis par la loi pour garantir la qualité des soins. Nous devons aussi chasser le mobile du profit des soins de santé aux aînés. Les fournisseurs de soins de santé du secteur privé mettent de plus en plus de pression sur les aînés et leurs familles en leur faisant payer de leur poche de plus en plus de services essentiels. Chaque dollar qui va en profit est perdu en ce qui concerne la qualité des soins aux aînés. Les aînés albertains méritent mieux », a dit Sandra Azocar.



Selon l'IPA, dans le domaine des soins aux aînés, les aînés de l'Alberta font face depuis longtemps à des problèmes d'accessibilité et de privatisation accrue des soins de santé qu'on vend au public au nom d'offrir un « choix » aux patients et à leurs familles. « Au lieu de construire et d'améliorer les soins de longue durée qui sont gérés publiquement, on tend depuis longtemps à fermer les établissements publics de soins de longue durée en Alberta. Cela fait de la promesse d'un « choix » une illusion. Les gouvernements qui se sont succédé ont transformé les soins aux aînés en une sorte d'industrie hôtelière dans laquelle les compagnies tirent du profit de ceux qui ont besoin de soins.

Nous sommes passés tranquillement à un système où une portion toujours plus grande du coût est refilée aux résidents et à leurs familles. »

En réponse à l'annonce de la première ministre Rachel Notley que le NPD ajoutera 2 000 nouveaux lits s'il est réélu, l'IPA a fait remarquer qu'il n'y a aucune assurance que les lits vont être gérés publiquement et non de manière privée. Des 2 000 lits qui ont été ajoutés depuis 2015, 1 700 sont de propriété et de gestion privée.[1]

« Nous revendiquons un changement fondamental de culture dans les soins aux aînés qui rompt avec la corporatisation », a dit Sandra Azocar. « Nous revendiquons des changements dans la politique provinciale qui reflètent les valeurs des soins de santé publics afin d'établir des normes provinciales qui vont améliorer l'accès aux soins et des façons d'évaluer la qualité des soins que nos aînés reçoivent. »

On peut visionner les vidéos à www.abseniors.ca

Note

1. Un grand nombre de ces lits ont été construits dans le cadre d'un programme dans lequel les intérêts privés reçoivent des subsides pour la construction d'établissements de vie autonome assistée qui sont de propriété et de gestion privée. Les autres sont des établissements privés qui ne sont pas construits par le gouvernement.

La protection de l'eau, un enjeu électoral

Les résidents de Clearwater s'organisent pour protéger la rivière



Site de forage de puits près de la rivière Clearwater

Les résidents du comté de Clearwater en Alberta mènent une lutte pour protéger la rivière Clearwater, un affluent de la rivière Saskatchewan du Nord qui alimente les Prairies en eau potable

pour les Prairies. La rivière Clearwater est située près de Rocky Mountain House au centre de l'Alberta.

En mars 2018, le géant mondial de l'énergie Repsol Oil and Gas Inc.[1] a sollicité un permis de 10 ans à l'Agence de réglementation de l'Alberta (ARA) pour la dérivation de près de 1,8 milliard de litres d'eau par année, sans compter d'autres permis temporaires liés à la rivière Clearwater. L'eau doit servir à des fins de fracturation hydraulique (fracking) et au forage de 280 puits sur 18 ans. Les résidents font valoir que ce volume d'eau serait supérieur au volume total de toutes les exploitations de fracturation hydraulique au pays.

Des organisateurs du groupe formé pour protéger l'eau soulignent que leur communauté n'a même pas été avisée de la demande de la compagnie puisqu'ils n'étaient pas perçus comme des « partenaires directs », ce qui expose comment la notion même de l'intérêt public est absente de la législation touchant aux agences de réglementation et comment les autorités ont le pouvoir arbitraire de décider quand et même s'ils aviseront le public si une demande leur a été faite.

Deux femmes qui vivent dans la région depuis plusieurs années ont décidé de frapper aux portes et d'informer leurs voisins lorsqu'elles ont pris connaissance de la demande de Repsol. Grâce à leurs efforts, plus de cinquante résidents se sont rassemblés pour s'opposer à la demande et pour exhorter la province à exiger de Repsol qu'elle utilise des eaux usées recyclées.

Les organisatrices font valoir que les gens s'unissent dans l'action, peu importe leurs « couleurs politiques » pour protéger un aquifère et un important approvisionnement d'eau. Elles expliquent qu'elles ne s'opposent pas à l'industrie du gaz et du pétrole, puisque dans leurs rangs militent des gens qui ont travaillé dans l'industrie toute leur vie. « Je n'ai jamais dit que j'étais contre l'industrie pétrolière. Tout ce que je sais c'est que nous ne pouvons vivre sans eau potable », a dit un activiste.

L'Agence de réglementation a rejeté les préoccupations des résidents et approuvé la demande de Repsol en janvier 2019. Environnement Alberta a défendu la décision. Il a affirmé que « les permis autorisant la dérivation des eaux sont accordés aux demandeurs lorsqu'il y a suffisamment d'eau pour répondre aux besoins de l'écosystème et aux droits des détenteurs de permis ».

Le terme « dérivation des eaux » prête à confusion. L'eau potable qui sert à la fracturation hydraulique est injectée profondément dans le sol pour déplacer le pétrole et le gaz qui y est foré, mais une grande partie de l'eau reste dans le roc. Selon une étude menée par l'université de l'Alberta et subventionnée par Ressources naturelles Canada, la plus grande partie de l'eau qui sert à la fracturation n'est pas récupérée. Selon l'étude : « On a déterminé que près de 30 % de l'eau injectée au cours de la fracturation hydraulique et qui remonte à la surface est récupérable. L'eau qui reste est vraisemblablement prisonnière de la matrice rocheuse et des réseaux complexes occasionnés par la fracturation. »[2] Au bas mot, 70 % de l'eau potable utilisée ne sera pas récupérée.

C'est ce qui est au cœur des préoccupations des résidents. Non seulement l'eau est-elle retirée de la rivière, mais elle est retirée du cycle hydrologique.[3] L'eau qui retourne à la surface est contaminée par des produits liquides de la fracturation et tout assainissement est très dispendieux. Cette eau représente un risque pour les humains si elle contamine l'eau potable. Elle représente aussi un risque pour la flore et la faune aquatiques.

Les résidents de Clearwater poursuivent et intensifient leur lutte et discutent avec les membres des autres communautés de l'Alberta afin d'alerter les gens des dangers et de la nécessité de protéger l'approvisionnement en eau dans les Prairies. Récemment, des citoyens actifs au sein de la Coalition de Clearwater ont fait une présentation commanditée par le Groupe des droits de la surface de Warburg Pembina à Warburg, une communauté au sud-ouest d'Edmonton.

La fracturation hydraulique et les séismes

Une autre préoccupation majeure liée à la fracturation est la provocation de petits et moyens séismes. En 2016, Repsol a fermé son exploitation par fracturation près de Fox Creek en raison d'un séisme d'une magnitude de 4,6 causé par la fracturation hydraulique près d'une faille sismique qui n'avait pas été préalablement identifiée. Il y a eu des centaines de petits et moyens séismes dans la région de Fox Creek ces récentes années depuis le début de l'exploitation par fracturation.

Selon une étude publiée dans le journal *Science*, de petits séismes peuvent se manifester plusieurs mois après que l'exploitation par fracturation ait pris fin, des événements qui ne sont aucunement soulevés par les autorités albertaines.

« Équilibrer l'économie et l'environnement »

L'agence de réglementation de l'énergie a déclaré pour la nième fois qu'elle a le souci d'équilibrer l'économie et l'environnement. En réalité, elle ne se soucie ni de l'économie ni de la nécessité de défendre la Terre Mère.

Cette façon de voir selon laquelle le fait de s'occuper de la Terre Mère y compris l'eau et celui de développer l'économie socialisée sont naturellement en contradiction ne tient pas la route. L'humanité fait partie de la nature, elle n'en est pas séparée. Les êtres humains dépendent de la nature et par leur travail transforment la nature pour servir leurs besoins. Mais voilà que la relation entre les humains et la nature est réduite à ce que les oligopoles comme Repsol ont décidé pour servir leurs intérêts et leur mobiles privés à la recherche du profit maximum.

C'est l'emprise des oligarques sur la prise de décision et le mobile de production à l'affût du profit maximum qui sont nuisibles aux humains et à la Terre Mère. La Terre Mère et les êtres humains qui font partie de la nature exigent une solution à ce problème. Ce qui bloque est la domination de l'oligarchie financière et du système capitaliste qui fait en sorte que la Terre Mère et les êtres humains ne sont plus que des dommages collatéraux face à l'appât du gain d'intérêts privés.

Le peuple doit devenir le preneur de décisions et fixer la direction de l'économie afin de protéger l'environnement et affirmer le droit d'être des peuples du monde entier.

Notes

1. Repsol Oil and Gas Canada Inc. est une filiale de la société mondiale espagnole Repsol S. A. Portant au début le nom de B.P. Canada Ltd., la compagnie a été rebaptisée Talisman Energy lorsque B.P. a vendu sa participation majoritaire dans un appel public. Talisman est devenu une des plus grandes compagnies de gaz et de pétrole indépendantes. Plus tard, Talisman a été acquise par Repsol pour environ 13 milliards de dollars US en 2015. Le bénéfice net de Repsol dans la première moitié de 2018 était de 2,310 milliards de dollars Can.

2. Comprendre le destin de l'eau de fracturation non récupérée et la source des sels produits afin



d'optimiser les activités de fracturation, Université de l'Alberta, 2017, Ressources naturelles Canada.

3. Selon le dictionnaire Merriam Webster, le cycle hydrologique est défini ainsi : « La séquence de conditions par lesquelles l'eau passe de l'état de vapeur dans l'atmosphère à des précipitations sur les surfaces terrestres et aquatiques et retourne éventuellement dans l'atmosphère à la suite de l'évaporation et la transpiration ».

(Sources : Narwal et CBC)



L'opposition à l'offensive antisociale se poursuit en Ontario

Des actions militantes rejettent les attaques du gouvernement Ford en éducation



Manifestation à Queen's Park, le 6 avril 2019, pour dire Non ! aux coupures à l'éducation du gouvernement Ford

Les personnes préoccupées par la direction actuelle du système d'éducation public ont organisé deux actions de masse récemment. Le 6 avril, une manifestation de masse a été organisée par les enseignants, les travailleurs de l'éducation et leurs supporters à Queen's Park pour défendre le système public d'éducation. Le 4 avril, les étudiants ont organisé une grève d'une journée pour dire Non ! aux changements régressifs effectués par le gouvernement Ford de l'élémentaire au secondaire et à l'éducation postsecondaire.

Manifestation pour l'éducation à Queen's Park

Le 6 avril, plus de 34 000 enseignants, travailleurs de l'éducation, étudiants, parents, enfants et des membres du public ont convergé vers Queen's Park pour participer à une manifestation pour dire Non ! aux attaques antisociales du gouvernement Ford dans l'éducation. D'aussi loin au nord que North Bay et au sud que Windsor, des autobus ont envahi Toronto tandis que les Torontois et les gens du Grand Toronto s'y sont rendus en auto ou en transport public. On pouvait voir partout les

Au début de la manifestation, des représentants des étudiants du secondaire qui avaient organisé la journée de grève ont démenti la déclaration provocatrice du premier ministre Ford que la journée avait été organisée par les syndicats des enseignants, qu'il a qualifiés de « voyous ». Les étudiants ont dit que l'action a été leur initiative et qu'ils ne quémandent pas, mais exigent un véritable mot à dire dans la direction du système d'éducation et qu'ils appuient la même chose pour tous ceux qui travaillent dans le système d'éducation. Des représentants des familles ayant des enfants autistes ont aussi exprimé leur confiance dans le mouvement qui se bâtit et qu'ils sont aux côtés de tous ceux qui veulent améliorer l'éducation publique. Les représentants des principaux syndicats d'enseignants de l'Ontario ont déclaré que les conditions de travail de leurs membres sont les conditions d'apprentissage des étudiants et que c'est sur cette base qu'ils appuient les étudiants. Le caucus entier du NPD s'est joint à l'action et la chef du NPD Andrea Horwath a dit que le parti va se battre jusqu'à la prochaine élection et y défaire les

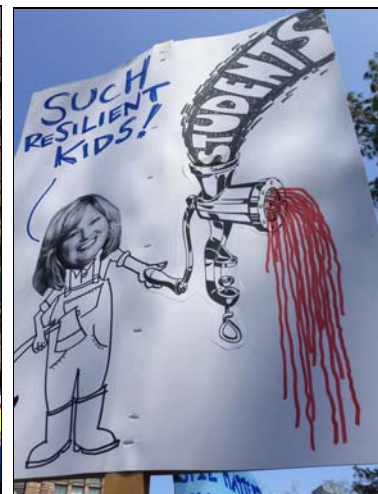


Les milliers de pancartes que les participants portaient exprimaient clairement la position des Ontariens d'affirmer l'éducation comme un droit et l'opinion moderne que l'éducation est un investissement et non un coût. Il est ressorti clairement dans les esprits de tous les participants que la direction que le gouvernement Ford entend donner à l'Ontario n'est pas acceptable et doit être contestée. La manifestation et la journée de grève ont renforcé le sentiment que c'est au peuple lui-même de rendre les gouvernements redevables et que cela commence en disant Non !

Des étudiants de tous les coins de la province ont quitté leurs classes en masse le 4 avril dans une expression enthousiaste de leur détermination à se faire entendre.

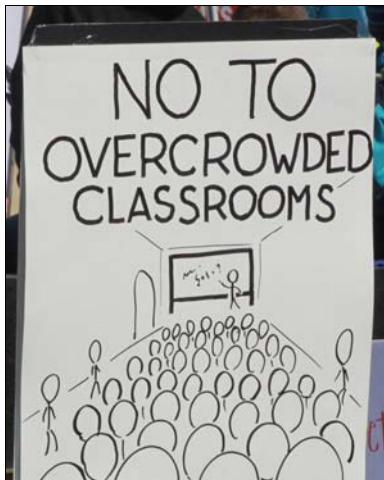
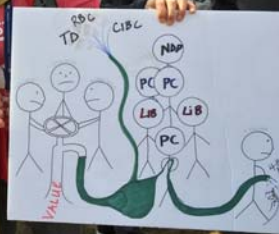
23

Reportage photo : la manifestation du 6 avril pour l'éducation



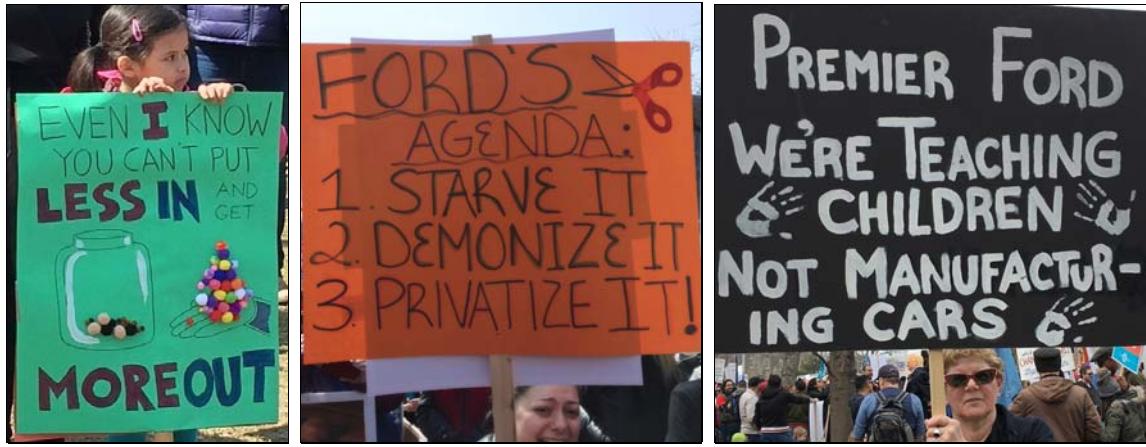


Words of the week
Thurs: Demagogue
Fri: Austerity
Sat: RESISTANCE



These cuts to education are spreading FEAR! We won't be able to fix this with a budget!

Don't balance the budget on the backs of our kids



Reportage photo: débrayage étudiant le 4 avril

Ottawa



Napanee



École publique Wellborne Ave, Kingston



École primaire VP Carswell, Trenton



Bowmanville



Whitby



École publique Codrington, Barrie



École secondaire Innisdale, Barrie



Collège Harbord, Toronto



Spadina-Fort York, Toronto



Collège Lakeshore, Etobicoke



Collège Richview, Etobicoke



Etobicoke



École secondaire Port Credit, Mississauga



Vincent Massey Secondary School, Windsor



Essex District High School





Fort Erie



Sudbury



Blind River



Mattawa



Elliot Lake



Sault-Sainte-Marie



Thunder Bay



(Photos: LML, A.D. Labelle, C. Burns-LeBlanc, K. Graves, A. Trotter, C. Davey, M. Owens, A. Jofnson-Ford, blog TO, C. Glover, R. Harvey, L. McAlpine, M. Mount, M. Manthra, T. Pozzo, R. Fleming)



Ne touchez pas au Venezuela!

Les manoeuvres illégales et les appels impuissants des États-Unis à soutenir un changement de régime sont repoussés



Le président Nicolas Maduro s'adresse à un rassemblement de masse, le 6 avril 2019, où il félicite le peuple vénézuélien pour sa défense de la patrie.

Face à leurs échecs répétés à accomplir leur coup d'État contre le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela en dépit de la sale guerre multiforme menée dans ce but, les États-Unis font des pieds et des mains pour tenter de légitimer leurs activités illégitimes et mobiliser de l'appui international pour leur pathétique « président » autoproclamé Juan Guaido.

Le 9 avril, lors d'une session extraordinaire du Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OÉA), demandée la veille par 7 membres du Groupe de Lima dont le Canada, une résolution a été approuvée à majorité simple de 18 votes^[1] appelant l'OÉA à accepter un individu désigné par l'Assemblée nationale sans pouvoir en tant que représentant permanent du Venezuela à l'OÉA, « en attendant de nouvelles élections et la mise en place d'un gouvernement élu démocratiquement ». La résolution a aussi chargé le secrétaire général de l'OÉA de transmettre le texte qui a été approuvé au secrétaire général des Nations unies, conformément à l'effort concerté des États-Unis pour amener le Conseil de sécurité à agir contre le Venezuela.

Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela et d'autres qui ont voté contre la résolution, et même certains qui se sont abstenus, ont déclaré fermement que le Conseil permanent n'avait pas le pouvoir, en vertu de la Charte de l'OÉA, de déterminer qui représente n'importe lequel de ses États membres, que cette décision appartient à l'État membre lui-même.

Sir Ronald Sanders, l'ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda à l'OÉA, a dit que « selon le droit international et la pratique internationale, qui représente un État est déterminé par qui a la charge du pays, qui administre ses affaires, [et] qui contrôle ses frontières ». Compte tenu du fait qu'un « gouvernement » parallèle fictif, dirigé par un « président » autoproclamé sans pouvoir réel ne saurait

satisfaire à ces exigences, il a dit que le critère essentiel du droit international avait été ignoré et a demandé que ses remarques soient incorporées en annexe à la résolution. La réponse de la représentante du Venezuela, Asbina Marín Sevilla, et celles de quelques autres qui se sont opposés à la résolution ont aussi été ajoutées en annexe à la résolution qui a été publiée sur le site web de l'OÉA. Asbina Marín Sevilla a notamment dit ce qui suit :

« La seule mesure qui est prévue par les règles de l'OÉA est la suspension d'un État membre, décidée lors d'une assemblée générale spéciale par les deux tiers des ministres des Affaires étrangères. Il n'existe pas d'autre mesure. Le pouvoir de retirer la reconnaissance n'existe pas, et encore moins le pouvoir de changer les gouvernements. Toute improvisation ou manipulation qui autorise d'autres actions pouvant être prises par des organes inférieurs et par un vote de moins des deux tiers est illégale. Nous faisons donc face à deux coups d'État : un qui est commis contre tous les principes de l'OÉA, et l'autre qui est commis au sein de l'OÉA contre un État qui fait face à une intervention et à qui on impose un représentant de l'étranger. »

L'OÉA « a été transformée en une coquille vide, sans le pouvoir de défendre ses propres principes », a dit Marín Sevilla, ce qui prouve que la décision de son gouvernement de s'en retirer était la bonne. Le Venezuela doit se retirer de l'OÉA le 27 avril, deux ans après avoir donné avis que telle était son intention.

L'ambassadeur du Mexique Jorge Lomonaco, qui a voté contre la résolution, a qualifié son adoption de « victoire à la Pyrrhus d'un groupe de pays, sans effet réel ». Il a dit que la décision a été prise « de manière irresponsable et sans base juridique » et a exprimé sa préoccupation pour ses implications. Des représentants de pays qui se sont abstenus de voter, dont le Nicaragua et le Guyana, ont aussi exprimé de semblables inquiétudes.



Caracas, Venezuela, 6 avril 2019

Au Conseil de sécurité de l'ONU

Le 10 avril, les États-Unis ont transporté leur spectacle de changement de régime au Conseil de sécurité où ils ont demandé qu'une session d'urgence soit convoquée, soi-disant pour examiner les « problèmes humanitaires » au Venezuela, la troisième réunion du genre dont ils ont forcé la tenue en moins d'un an.

La réunion a débuté par des rapports du sous-Secrétaire général des Nations unies pour les Affaires

humanitaires, Mark Lowcock, du représentant spécial conjoint du Haut-Commissaire pour les réfugiés et les migrants vénézuéliens, Eduardo Stein[2], et de Kathleen Page, professeure à l'École de médecine de l'Université John Hopkins qui a fait rapport d'une étude menée par son université conjointement avec l'agence financée par le gouvernement américain Human Rights Watch. Tous ont dépeint un tableau terrible de « situation humanitaire » au Venezuela sans même mentionner le rôle que la guerre économique des États-Unis a précisément joué dans la création d'une crise dans le pays.

Mike Pence a alors pris la parole dans le style d'un procureur autoproclamé, qualifiant le Venezuela d'État échoué et son gouvernement d'« illégitime », sans oublier de dire que le Venezuela constitue une « menace à la paix et à la sécurité de la région », soulignant qu'il est temps que l'ONU « agisse », une tentative malhonnête de faire valoir la nécessité d'une éventuelle intervention militaire, une menace que les États-Unis ont proférée et qui est « toujours sur la table » comme Pence n'a pas manqué de le rappeler. Il a annoncé que les États-Unis ont rédigé une résolution qui demande que les lettres de créance du gouvernement bolivarien à l'ONU soient révoquées et assignées aux forces putschistes qu'ils parrainent. Il a demandé à tous les États de l'appuyer, vraisemblablement lors d'une réunion de l'Assemblée générale, bien que moins du tiers de ses membres aient reconnu son fantôme Juan Guaido en tant que président du Venezuela.



Après avoir proféré ses menaces et ses demandes grossières au Conseil de sécurité, Pence s'est donné en spectacle en quittant la réunion, sans même écouter ce que le Venezuela ou d'autres membres du Conseil de sécurité avaient à dire. Il s'est adressé aux journalistes en fulminant de manière impuissante : « C'est notre voisinage et le président a dit clairement que la Russie ou d'autres pays doivent s'en retirer. Ils doivent cesser leurs efforts pour faire entrave à la pression économique et diplomatique, et ils doivent cesser d'appuyer le régime Maduro. »

Lors d'une conférence de presse qu'il a tenue après la rencontre, l'ambassadeur permanent du Venezuela à l'ONU, Samuel Moncada, a dit que ce n'est un secret pour personne que les États-Unis mènent une campagne de forte pression depuis un bon moment pour faire en sorte qu'un plus grand nombre parmi les 193 membres de l'ONU adhèrent à leur ordre du jour de changement de régime en reconnaissant leur fantôme Guaido comme le président légitime du Venezuela. Si cela peut fonctionner à l'OEA, a-t-il dit, dont le secrétaire général appelle ouvertement à une guerre contre le Venezuela, il n'en est pas de même de l'ONU qui n'est pas un simple « enclos des États-Unis et de leurs amis ». Moncada a dit que le Venezuela s'est engagé lui aussi dans une vigoureuse campagne auprès des membres du Mouvement des non alignés depuis six mois pour contrer les tentatives des États-Unis de déloger sa délégation à l'ONU et que la campagne se poursuit.

Note

1. La résolution a été appuyée par l'Argentine, les Bahamas, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Panama, l'Uruguay, le Pérou, la République dominicaine et Sainte-Lucie. Neuf pays ont voté contre la résolution : Antigua-et-Barbuda, la Bolivie, la Dominique, la Grenade, le Mexique, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Suriname, l'Uruguay et le Venezuela. Six pays se sont abstenus : la Barbade, le Salvador, Guyana, le Nicaragua, Saint-Kitts-et-Nevis et Trinidad-et-Tobago. Le Belize était absent.

2. Eduardo Stein est un ancien vice-président (2004-2008) et ministre des Affaires étrangères (1996-2000) du Guatemala. Il siège actuellement au conseil d'administration du Dialogue

interaméricain basé à Washington. Il est à noter que Stein était membre de la Commission internationale pour la souveraineté et l'intervention des États (CIISE) créée par le Canada en 2000 après le bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN. La Commission a proposé « la responsabilité de protéger » pour justifier une intervention étrangère contre des États souverains - une violation de la Charte des Nations unies. Dans son rapport au secrétaire général de l'époque, Kofi Annan, la Commission recommandait à l'ONU d'adopter cette doctrine comme politique officielle. Stein est censé rester un partisan de cette doctrine impérialiste que Luis Almagro et des membres de l'opposition au Venezuela financée par les États-Unis appellent à utiliser aujourd'hui contre le Venezuela.

(Source : Misión Verdad, Grayzone, Whitehouse.gov)

Vendre ou sauver l'âme de l'OÉA

- Sir Ronald Sanders, ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda auprès de l'OÉA -



L'Organisation des États américains (OÉA), qui était déjà une institution brisée, a été encore plus brisée le 9 avril lors d'une réunion de son Conseil permanent. C'est maintenant une organisation dont les membres sont profondément divisés et parmi lesquels prédominent la méfiance et l'amertume.

Comment régler cet énorme problème – s'il est possible de le faire – est le principal défi auquel sont confrontés les 33 pays membres et demi. Je reviendrai plus tard au demi-membre dans ce commentaire.

Rien de ce que je dis dans ce commentaire n'est un secret. La réunion du Conseil permanent du 9 avril a été diffusée en direct sur le site Web de l'OÉA.

La réunion s'est tenue, après des semaines d'efforts de la part des États-Unis et de la plupart des membres du Groupe de Lima, pour obtenir l'adoption d'une résolution qui destituerait la représentante du gouvernement de Nicolas Maduro et la remplacerait par la personne désignée par Juan Guaidó. Juan Guaidó est le « président par intérim » autoproclamé du Venezuela, ainsi reconnu par environ 50 des plus de 200 gouvernements dans le monde.



**Sir Ronald Sanders (à droite)
à la réunion de l'OÉA**

Les manoeuvres de coulisses avaient un seul but, celui d'obtenir 18 voix, soit une majorité simple des 34 États membres, pour imposer le représentant désigné de Guaido comme représentant du Venezuela.

Il a fallu un certain temps au groupe des 14 pays pour obtenir l'appui de quatre autres pays, notamment parce que la façon utilisée pour faire adopter la résolution par le conseil permanent allait à l'encontre du droit international, de la Charte et des règles de l'OÉA. Les gouvernements ont dû faire de grands efforts pour équilibrer le mépris pour l'intégrité de l'OÉA en tant qu'institution et le désir d'aider les pays qui étaient déterminés à accueillir le représentant de Guaido.

La réunion a été convoquée pour midi le 9 avril, et toutes les délégations ont été averties d'être à l'heure pour que la réunion commence sans délai. Toutefois, les délégués ont été forcés d'attendre jusqu'après 13 heures pour commencer la réunion parce que, à la dernière minute, la Jamaïque — l'un des 18 fidèles — a insisté sur une nouvelle formulation, provoquant une commotion au sein du groupe et menaçant de faire dérailler tous ses efforts.

Même lorsque la résolution a été présentée à la réunion du Conseil permanent et qu'elle faisait l'objet d'un débat, on ne savait pas exactement quel texte était examiné. Le texte présenté à la réunion était le texte original et ne contenait pas la formulation de la Jamaïque. Une demande de clarification de ma part, en tant que représentant d'Antigua-et-Barbuda, a entraîné une interruption des travaux de la réunion pour permettre la rédaction du texte final de la résolution. Son objectif principal a cependant été maintenu, celui d'accepter la nomination du « représentant permanent désigné de l'Assemblée nationale ».

Il y a eu beaucoup de débats solennels et sérieux au sujet de l'ensemble des délibérations, mais au bout du compte, les 18 pays, en utilisant leur faible majorité, ont imposé le vote.

Certains gouvernements intéressés ont qualifié la réunion du 9 avril de confrontation entre ceux qui étaient pour et ceux qui étaient contre les forces rivales au Venezuela. Une partie des médias ont suivi cette ligne.

Cependant, loin de porter sur Maduro/Guaido et le Venezuela, la réunion portait sur vendre ou sauver l'âme de l'OÉA ; il s'agissait de passer outre les normes internationales et le cadre institutionnel de l'organisation pour atteindre les buts politiques à court terme de quelques-uns ; et il s'agissait de défendre le maintien de l'intégrité de l'OÉA.

À la fin du vote, la résolution adoptée à la majorité simple, l'ambassadeur du Mexique, Jorge Lomonaco Tonda, a bien résumé la réunion. Il a dit : « Il n'y a pas de gagnants ou de perdants, mais seulement des perdants. » De plus, le plus grand perdant est l'OÉA elle-même.

Nulle part dans la charte de l'OÉA, ni dans ses règlements, le Conseil permanent n'a le pouvoir de décider de la reconnaissance d'un gouvernement. De plus, comme cela a été mentionné à maintes reprises lors de la réunion, la reconnaissance d'un gouvernement est le droit souverain des États et ne peut être déterminée ou imposée par une organisation multilatérale. À tout le moins, étant donné son importance politique, la question aurait dû être examinée par une session extraordinaire de l'Assemblée générale, l'organe suprême de l'OÉA.

Ce que le processus précipité et irréfléchi a réussi à faire, c'est porter atteinte à l'OÉA en tant qu'institution, corrompre sa structure et sa gouvernance, nuire aux relations entre ses États membres et les rendre inaptes à tout sauf à atteindre les objectifs d'une majorité volontaire de 18 pays.

Le vote sur la reconnaissance du représentant de l'Assemblée nationale portait en réalité sur la dé-reconnaissance de la représentante du gouvernement Maduro. Cela a peut-être été fait au sein de l'OÉA, mais cela n'a rien changé dans la communauté internationale. Les pays qui reconnaissent Maduro ou Guaido comme président du Venezuela continuent de le faire.

Rien n'a changé au Venezuela non plus. Ce vote n'a permis ni de nouvelles négociations ni de solution à la situation humanitaire. Il n'a servi qu'à durcir les positions des adversaires dans le conflit politique, en fermant la porte à des solutions.

Revenons maintenant aux 33 pays membres et demi de l'OÉA. Le représentant de l'Assemblée nationale peut s'asseoir derrière le drapeau vénézuélien, mais il ne peut pas parler pour le gouvernement qui dirige le Venezuela.

Un critère essentiel de la reconnaissance d'un gouvernement, dans le droit international et dans la pratique, est de savoir s'il exerce un contrôle effectif sur les affaires du pays. L'Assemblée nationale n'a pas le contrôle effectif du Venezuela, et son représentant ne peut pas parler, à l'OÉA, au nom du gouvernement de facto.

Il y a une autre question concernant l'authenticité de l'accréditation du représentant qui semble avoir été négligée, délibérément ou autrement par le Secrétariat de l'OÉA.

L'Assemblée nationale a nommé un représentant « spécial » à l'OÉA, mais cette catégorie de représentation n'existe pas. En outre, comme l'a souligné l'ambassadeur du Guyana, Riyad Insanally, lors de la réunion, la lettre de Guaido au Secrétaire général, signée « Président par intérim du Venezuela », désignant le représentant « permanent », est datée du 22 janvier 2019. Cependant, sa proclamation de « président par intérim » a eu lieu le 23 janvier 2019. Dans d'autres circonstances, ces irrégularités n'auraient pas été acceptées.

L'OÉA est maintenant, à bien des égards, une organisation tristement compromise. Le combat du 9 avril 2019, pour vendre ou sauver son âme, la définit maintenant et peut limiter son efficacité à l'avenir.

Pourquoi devrions-nous nous en inquiéter ? Parce que c'est la seule organisation hémisphérique dans laquelle tous les pays (sauf Cuba) siègent, et qui a eu le mandat et l'opportunité de maintenir la paix dans la région et de poursuivre une coopération qui pourrait faire une différence dans la vie de tous ses habitants. Tout ce qui est maintenant corrompu.

(Caribbean News Now, 12 avril 2019. Traduction : LML)

Intervention de l'ambassadeur Samuel Moncada au Conseil de sécurité de l'ONU



Réunion du Conseil de sécurité de l'ONU le 10 avril 2019

Monsieur le président,

1. Le (vice-président des États-Unis) Mike Pence, induit les Nations unies en erreur. Hier, l'Organisation des États américains (OÉA) n'a pas accepté la désignation d'un nouveau représentant de la République bolivarienne du Venezuela. Hier, ils ont accepté la désignation d'un représentant de l'Assemblée nationale, mais on ne sait pas exactement ce que cette personne peut faire, car l'OÉA est une organisation d'États, représentée par le gouvernement national et non par les assemblées nationales. Cette absurdité juridique découle du désir du gouvernement de M. Pence d'organiser un coup d'État à l'OÉA et un autre au Venezuela. Nous avons donc suggéré que toutes les parties soient informées de ce qui a été adopté hier à Washington. Nous avertissons que le gouvernement de M. Pence tentera le même stratagème ici, au sein de l'Assemblée générale, et nous espérons que cela échouera.

Monsieur le président,

2. La situation humanitaire au Venezuela doit être résolue, mais si nous nous trompons dans le diagnostic, nous ferons également erreur dans le traitement. La situation, comme cela a été affirmé ici, est le résultat d'actions humaines. Mais ce qui n'a pas été dit, c'est que ces actions font partie d'un plan de destruction économique conçu par le gouvernement des États-Unis et son allié, le Royaume-Uni, dans le but d'étrangler l'économie nationale, de causer un maximum de souffrances sociales, de miner les capacités de notre nation à se maintenir et, finalement, à provoquer une implosion qui permettra une intervention militaire étrangère basée sur la notion néfaste de la responsabilité de protéger, qui a servi d'excuse pour les invasions coloniales de pays pétroliers.

3. Il s'agit d'une gigantesque expérience inhumaine de guerre non conventionnelle. Une politique de cruauté calculée qui viole les droits de l'homme à grande échelle, allant jusqu'à commettre des crimes contre l'humanité, le tout dans le but de justifier le pillage, d'imposer un gouvernement local subordonné et, dans notre cas, d'utiliser une idéologie raciste qui est apparue il y a plus de 200 ans, à l'époque où les États-Unis étaient une nation à la propriété d'esclaves, qu'ils promeuvent aujourd'hui en violation du droit international. Nous nous référons à la tristement célèbre doctrine de Monroe. Écoutez leurs propres mots.



L'ambassadeur Samuel Moncada lors d'un point de presse à l'ONU le 10 avril 2019

a. Le 9 janvier 2018, des porte-parole du département d'État ont déclaré : « La campagne de pression fonctionne [...] Et ce que nous constatons [...] est un effondrement économique total au Venezuela. Donc, notre politique fonctionne, notre stratégie fonctionne et nous allons la garder. »

b. Le 12 octobre 2018, William Brownfield, ambassadeur, a déclaré : « Nous devons traiter cela comme une agonie, une tragédie qui se poursuivra jusqu'à la fin définitive [...] et si nous pouvons le faire de manière à l'accélérer, nous devons le faire, mais nous devons le faire en comprenant que cela va avoir un impact sur des millions de personnes qui ont déjà des difficultés à trouver de la nourriture et des médicaments [...] Nous ne pouvons pas faire cela et prétendre que cela n'aura pas d'impact, nous avons cela pour prendre une décision difficile, la fin souhaitée justifie ce châtement sévère. »

c. Le 7 mars 2019, le sénateur Marco Rubio a déclaré : « Au cours des prochaines semaines, le Venezuela va entrer dans une période de souffrance qu'aucun pays de notre hémisphère n'a jamais connue dans l'histoire moderne. »

d. Le 22 mars 2019, John Bolton a déclaré : « C'est un peu comme dans Star Wars lorsque Dark Vador contracte la gorge de quelqu'un, c'est ce que nous faisons économiquement pour le régime. »

4. Il s'agit d'une destruction économique délibérée ; c'est l'application systématique de l'agression par le recours à des instruments financiers, des pressions indues et le recours à des positions dominantes sur le marché pour influencer le secteur bancaire, les entreprises privées et les autres pays qui négocient légalement avec le Venezuela, y compris même des agences américaines. Le tout dans le but d'isoler le pays des systèmes de commerce et de financement internationaux. S'il était vrai que le gouvernement vénézuélien tue sa population, pourquoi aurait-il besoin d'une vague d'extorsion massive pour accroître la souffrance ? L'intérêt d'une implosion sociale n'est pas le nôtre ; c'est de ceux qui veulent nous envahir.

5. C'est un plan dans lequel les banques, les agences d'assurance et les navires sont utilisés avec un pouvoir de destruction comparable aux armes de destruction massive, mais sans que les responsables nesoient traduits en justice et sans subir les sanctions morales qu'ils méritent. Le 30 janvier 2019, John Bolton a déclaré : « Mon conseil est que vous conseilliez aux acheteurs, courtiers, négociants, facilitateurs et autres entreprises : ne traitez pas d'or, de pétrole ou d'autres produits vénézuéliens », tandis que le 29 mars 2019, Elliott Abrams a déclaré : « Nous imposons nos sanctions. Que fait le régime ? Le gouvernement tente de trouver d'autres moyens de les contourner. Il essaie de trouver de nouveaux clients. Il essaie de trouver de nouvelles sources d'importations. Alors que faisons-nous ? Nous surveillons attentivement et nous pouvons voir les navires bouger et de nouveaux contrats avec de nouvelles sociétés. Lorsque nous le faisons, nous parlons aux expéditeurs ou aux raffineurs ou nous parlons aux gouvernements et nous disons que vous ne devriez pas le faire. C'est ce que nous entendons.

6. Un aspect répugnant de cette politique criminelle de destruction massive est qu'elle s'accompagne de vols et de pillages qui ont coûté plus de 137 milliards de dollars à notre pays. Tout en privant notre peuple de biens de première nécessité, provoquant une souffrance maximale, ils privent le peuple vénézuélien de plus de cent milliards de dollars. Les bénéfices de nos raffineries sont utilisés pour payer des dettes à des compagnies pétrolières respectueuses de l'administration Trump. Ses amis avec les obligations souveraines vénézuéliennes reçoivent des licences spéciales pour collecter leurs bénéfices sur l'argent volé à notre peuple. Ils ont annoncé un plan visant à endetter le pays de 70 milliards de dollars et à utiliser cet argent pour payer des dettes non certifiées dans le cadre de transactions financières suspectes. Nous ne pouvons pas oublier que la Banque d'Angleterre, qui a volé 1,2 milliard de dollars à notre peuple sous prétexte de ne pas reconnaître le président Nicolas Maduro et de respecter les sanctions imposées par Trump. La Banque d'Angleterre n'est pas une institution indépendante, comme l'affirme son gouvernement ; il agit plutôt comme le bras de contrôle des politiques de conquête et de pillage des gouvernements de Trump et de Theresa May. C'est la même politique coloniale de l'Empire britannique d'il y a plus de 200 ans.

Monsieur le président,

7. C'est la véritable cause de la situation vénézuélienne ; il n'y en a pas d'autres. Certes, notre peuple souffre et notre gouvernement, ainsi que le secrétaire général peut le certifier, collabore étroitement avec le système des Nations unies pour augmenter le nombre de projets de coopération ainsi que le volume et les capacités de ces projets, en particulier dans les domaines de la santé, de l'alimentation, dans les secteurs de l'éducation, de l'électricité et des transports. Il en va de même en ce qui concerne la coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge, dont le président a rencontré hier à Caracas notre chef d'État afin de mettre en place un mécanisme direct facilitant une véritable aide neutre, impartiale et indépendante. On peut en dire autant des pays amis qui ont fourni une assistance pacifique et dans le respect de notre souveraineté.



Marche anti-impérialiste à Caracas, Venezuela, le 30 mars 2019

8. Un élément qui ne peut être sous-estimé par ceux qui font la guerre au Venezuela est la force de notre esprit national, qui grandit au milieu de ces difficultés. L'expérience macabre de destruction vise à prouver que le crime économique fonctionne, que les peuples peuvent être brisés et se rendront face à un pouvoir étranger oppressif. Cependant, ils se sont trompés au Venezuela. L'organisation croissante de notre peuple résiste aux souffrances collectives induites. Notre forte armée nationale bolivarienne ne s'est pas fracturée et est plus unie que jamais. Nos travailleurs réagissent aux attaques contre notre infrastructure vitale avec une discipline que les agresseurs n'avaient jamais vue. Oui, il y a des problèmes, mais ils ne mènent pas à une guerre civile. Aujourd'hui, notre peuple donne au monde un exemple en matière de lutte pour la paix.

9. Il serait logique de penser que les efforts de notre gouvernement visant à surmonter les difficultés causées par l'agression seraient reconnus et soutenus par la communauté internationale intéressée à alléger les souffrances. Cependant, nous assistons à une nouvelle vague d'extorsion économique qui coupe les flux financiers de notre pays à l'étranger et entrave l'action des agences des Nations unies, qui n'ont pas trouvé le moyen de recevoir notre argent et de traiter les achats nécessaires pour les besoins de notre population. Est-ce que vous savez pourquoi ? Parce que l'administration Trump mène une campagne terroriste contre les agents commerciaux et financiers qui touchent l'argent vénézuélien. Ce que les États-Unis ont tenté de faire jusqu'à présent n'est pas une aide humanitaire, mais une opération secrète sans le consentement du Venezuela, qui porte atteinte à notre intégrité territoriale, menace constamment le recours à la force et incite ouvertement à un soulèvement militaire et à une guerre civile. C'est la spécialité de M. Abrams.

Monsieur le président,

Conformément aux dispositions des articles 24, 34 et 39 de la Charte, ce Conseil de sécurité a la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales et de déterminer l'existence de menaces à la paix ou d'actes d'agression. À ce titre, nous lui demandons de déterminer :

- a. la base juridique sur laquelle les États-Unis et le Royaume-Uni appliquent un programme de destruction économique au Venezuela sans l'autorisation expresse de ce Conseil;
- b. le pouvoir légal d'appliquer les sanctions dites secondaires aux pays qui commercent légalement avec le Venezuela;

- c. la base juridique sur laquelle les États-Unis menacent le Venezuela de recourir à la force;
- d. l'autorité légale sur laquelle les États-Unis et le Royaume-Uni peuvent s'approprier nos richesses, en tirant des profits par extorsion de fonds, en violant massivement les droits de l'homme de notre peuple;
- e. la base juridique sur laquelle les États-Unis peuvent intervenir dans des affaires relevant essentiellement de la juridiction interne du Venezuela.

10. En conclusion, le diagnostic de la situation actuelle est le résultat d'une campagne d'agression menée par les États-Unis et le Royaume-Uni. Le traitement ne peut pas être une nouvelle dose d'interventionnisme agressif avec une façade humanitaire. La solution ne se trouve pas dans les dons de ces criminels qui souhaitent se présenter comme des sauveurs ; il ne s'agit pas de canaux d'aide humanitaire destinés à provoquer des conflits armés ; ce ne sont pas les conférences de donateurs qui masquent le pillage de notre pays. Le traitement consiste à restituer l'argent volé au Venezuela ; à la fin du blocus commercial et financier de notre peuple ; à la fin du sabotage de notre infrastructure par des opérations secrètes ; à la fin des menaces d'intervention militaire ; et à la fin des menaces contre les Vénézuéliens qui souhaitent engager un dialogue. Nous devons arrêter la guerre de Trump. Ce Conseil de sécurité doit remplir sa mission, garantir au Venezuela son droit à la paix.

Je vous remercie.

Droit de réplique à l'intervention de la délégation de la République du Pérou sur la question des réfugiés et migrants vénézuéliens:

Bien qu'ils soient étonnamment ignorés par les rapports mentionnés ici, y compris ceux préparés par les agences des Nations unies, les sanctions pénales unilatérales ont également entraîné une augmentation irréfutable des flux migratoires du Venezuela, bien que nous ne soyons pas d'accord avec les chiffres mentionnés ici, étant donné qu'il n'y a pas de rigueur dans les méthodes utilisées pour saisir ces informations, ni de données opportunes et vérifiables de statistiques migratoires par les pays destinataires.

Nous devons nous rappeler que, heureusement, le Venezuela n'a pas été victime de catastrophes naturelles ou de conflits armés. La migration que nous voyons aujourd'hui dans la région, encouragée par les discours extrémistes et la guerre psychologique qui créent la terreur concernant l'avenir du Venezuela dans le but d'affaiblir le moral de notre peuple, est de nature économique et résulte directement de la stratégie envisagée de destruction de notre économie.

On ne peut plus prétendre sécuriser ou criminaliser un droit de l'homme tel que la liberté de circulation. Sinon, ce même Conseil de sécurité adopterait un double standard en ne convoquant pas de session pour traiter de la crise humanitaire et de sécurité déclarée par Trump le 15 mars 2019 à la frontière.

(10 avril 2019. Site du ministère des Relations extérieures du gouvernement bolivarien du Venezuela)

Le fiasco du Brexit

Il n'y aura pas de solution sans que le peuple ne parle en son propre nom

Peu importe ce qu'elle fait, la première ministre britannique Theresa May approfondit la crise politique sur la question du Brexit. Mais la crise sous-jacente est beaucoup plus profonde que la politique d'autodestruction, de déni et d'irrationalité absolue de May. En d'autres mots, même si May

devait être remplacée en tant que chef du Parti conservateur et première ministre, la crise ne sera pas résolue pour autant, certainement pas au sein du Parti conservateur ni de la Chambre des communes, ni même à l'intérieur des paramètres d'un système de partis cartels au sein duquel le peuple n'a aucun mot à dire sur les décisions touchant à sa vie. Au contraire. Objectivement, pour qu'il y ait solution à la crise, le peuple doit être véritablement investi du pouvoir d'avoir un mot à dire sur ces décisions. Même en ce moment, les gens de toutes les régions du pays et de tous les milieux disent ouvertement ce qu'ils veulent, mais ceux et celles qui parlent en leur nom ne les écoutent pas. C'est à ce niveau qu'il faut provoquer un changement.

Peu importe l'option qui est adoptée, partir ou rester, ou même les diverses variétés votées par les députés par vote indicatif, elles ne sont pas des solutions à la crise politique. C'était là, dès le départ, une des composantes incontournables du référendum. La question à laquelle était confronté le corps politique n'en était pas une de partir ou de rester. Le fond de la question était et est toujours que les travailleurs eux-mêmes doivent commencer à traiter de la question de résoudre la crise en leur faveur en ayant leur propre programme indépendant sur la base de leur propre point de vue.



Manifestation à Londres le 20 octobre 2018

Dans les circonstances de cette crise, peu importe la position adoptée par les députés sur l'Union européenne, il est peu probable que les solutions offertes vont régler les différends et les intérêts conflictuels de chacun sur la question du Brexit. En effet, le fait que l'ensemble des députés, plutôt que le gouvernement ou l'exécutif, « prenne le contrôle » de l'ordre du jour ou de la Chambre des communes indique le contraire.

À mesure que les passions sont attisées et plus particulièrement, que la frustration et la désillusion face à l'impasse du Brexit se font ressentir, comment la classe ouvrière va élaborer la façon dont elle va intervenir dans la situation d'une façon qui lui est favorable continue d'être la question essentielle à l'aboutissement final. Theresa May a désespérément recours à une rhétorique irrationnelle comme lorsqu'elle déclare qu'elle est du côté du peuple en opposition à l'Assemblée législative. S'il est vrai qu'il s'agit là d'un aveu certain que « le peuple » n'est pas à l'Assemblée législative – que celle-ci n'est pas « du peuple » - le but est de faire oublier au peuple que le système de Westminster est anachronique, dysfonctionnel au point qu'il ne peut être corrigé et nécessite un renouvellement fondamental pour que les élus rendent des comptes au peuple plutôt qu'une relique de l'époque médiévale. Les arrangements actuels sont le fruit de la Guerre civile anglaise de 1642-1651 qui a créé un État liant entre eux les privilèges médiévaux, la définition des droits fondés sur la propriété et la souveraineté fondée sur la territorialité. Ces arrangements ne sont plus propices aux conditions d'aujourd'hui qui ont dépassé ces limites. Que représente le parlement britannique dans cette guerre civile actuelle qui fait rage en Grande-Bretagne ? Pourquoi la classe ouvrière anglaise, écossaise et galloise se rangerait-elle d'un côté ou de l'autre des intérêts rivaux plutôt que de parler en son propre nom et d'élaborer ses propres intérêts ?

Workers' Weekly, le quotidien du Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste), parle des options offertes au peuple. On prétend qu'« appuyer le Brexit, c'est faire preuve de xénophobie et de risquer le désastre économique, ou qu'appuyer le Rester c'est d'être indifférent aux intérêts de la classe ouvrière. D'autre part, on prétend qu'un 'Brexit du peuple' empêcherait les monopoles européens de dicter l'économie britannique et d'exploiter les travailleurs migrants bon marché, et que la révocation de l'article 50 protégerait les droits qui sont soi-disant garantis par l'Union européenne et qui permettent aux gens de voyager librement partout en Europe ».

Ce dont les peuples de la Grande-Bretagne ont vraiment besoin, fait valoir *Workers' Weekly*, c'est d'élaborer leurs propres points de vue dans la situation actuelle, qui leur permettront de s'investir du pouvoir pour établir la direction économique et politique de la société. « C'est la question commune à laquelle est confronté le corps politique dans son ensemble et qui indique dans quelle perspective s'engager pour offrir une solution à la crise du Brexit qui soit favorable au peuple. Cela nécessite de nouvelles formes, des formes qui vont faire en sorte que la voix du peuple deviendra le facteur déterminant », affirme *Workers' Weekly*.

« La réalité de la Grande-Bretagne, de son élite dominante et de son rôle dans le monde doit être prise en compte. C'est la question cruciale qui doit prévaloir sur d'autres, par exemple à savoir si dans la relation de l'Europe européenne avec la Grande-Bretagne, cette première joue-t-elle le rôle de bienfaitrice ou de dictatrice ? On pourrait en effet soutenir que l'ordre du jour néolibéral dans son ensemble du gouvernement de Westminster est le même que celui des oligarques de l'Union européenne. Ce qu'il faut reconnaître c'est que l'impérialisme britannique est responsable d'innombrables crimes depuis l'avènement de ce stade parasitaire du capitalisme. Avant cette période, les colonialistes britanniques ont bâti leur empire sur lequel 'le soleil ne se couche jamais' et ont réduit à l'esclavage et détruit les peuples de cet empire, arrachant une richesse faramineuse des peuples et des ressources », fait valoir *Workers' Weekly*.

Clairement, ce qui est en jeu est comment contrôler et augmenter le butin de la « grande » Bretagne. « En particulier, Londres est devenue le centre des marchés financiers du monde entier. Il s'agit du capital financier parasitaire à son paroxysme, un sommet que l'élite dominante tente jalousement de préserver pour elle-même, Brexit ou pas », écrit *Workers' Weekly*.

« Les luttes intestines acharnées et continues au sein des cercles dominants représentent aussi les différents positionnements dans leurs rangs sur l'avenir de l'OTAN, par exemple, sur la défense et la militarisation de l'économie, qu'on dissimule sous des déclarations sur l'intérêt national ou dans quelle direction l'économie doit aller », dit *Workers' Weekly*.

Celui-ci rajoute : « La Grande-Bretagne a une responsabilité envers le peuple irlandais de régler les questions conformément aux aspirations et aux luttes du peuple de l'Irlande. La classe dominante de l'Angleterre a dominé l'île de l'Irlande depuis des centaines d'années. En plein coeur de la Première Guerre impérialiste, les Irlandais ont combattu héroïquement pour leur indépendance et ont été sauvagement massacrés par les Britanniques. Mais une étincelle en a jailli et au cours de la lutte du peuple irlandais pour l'indépendance, les Britanniques ont magouillé pour annexer six comtés dans le nord de l'Irlande. La Déclaration de Downing Street affirmait que le peuple de l'île de l'Irlande devait décider de son avenir, et l'Entente du vendredi-saint de 1998 était en soit un développement politique majeur qui était aussi un traité de paix auquel s'étaient engagés les partis britanniques et irlandais. C'est cette entente que le PUD (Parti unioniste démocratique) s'apprête à renier et que Theresa May est prête à jeter à la poubelle dans la poursuite fébrile de son « Deal ».



Des milliers de personnes marchent dans les rues de Londres à la défense du système national de santé le 4 mars 2017.

« Un autre ingrédient indispensable à la solution de la crise politique dans laquelle les diverses factions de l'élite dominante ont embourbé la Grande-Bretagne, et que le référendum sur le Brexit a gravement exacerbée, est celui de bâtir l'unité des peuples d'Écosse, du pays de Galles et de l'Angleterre - une classe ouvrière, un programme. Ceci nécessite des arrangements complètement différents entre les trois pays, sans oublier l'Irlande elle-même, sur la base que l'Écosse et le pays de Galles ont besoin de leur propre projet d'édification nationale, étant donné que le projet d'édification nationale colonialiste en

Angleterre a depuis longtemps fait son temps, et que derrière le masque de la Mère de la démocratie parlementaire, il a laissé un legs toxique profondément enraciné dans le colonialisme et l'histoire. »

Workers' Weekly dénonce les tentatives d'inciter les gens à s'entredéchirer sur la base de se ranger d'un côté ou de l'autre du fiasco du Brexit afin de trouver la justice et le progrès. Et il s'agit bel et bien d'un fiasco - « quelque chose qui est un échec total, particulièrement grotesque et humiliant ».

La classe ouvrière de l'Angleterre, d'Écosse et du pays de Galles, où on retrouve des gens de ces nationalités locales et de nationalités issues des quatre coins du monde, constitue une seule classe ouvrière qui parle en effet en son propre nom contre l'offensive antisociale et en appui à un programme prosocial qui soutient la dignité du travail et place les êtres humains au centre de tout développement. « Les deux facettes de cette revendication, en relation avec le collectif de la classe ouvrière et aux droits et au bien-être de toutes les sections du peuple, sont partie intégrante de la solution globale du Brexit. L'unité du peuple doit être défendue autant par les partisans du Brexit que par ceux qui s'y opposent. Le droit de conscience veut que chacun ait le droit de préconiser ses positions sur la base de comment elles servent à résoudre la crise. Naturellement, personne ne devrait avoir le droit d'organiser sur la base de traiter d'autres êtres humains comme s'ils n'étaient pas dignes d'avoir des droits. La résolution de cette impasse est d'affirmer qu'il est bien que chaque côté défende ses positions et que tout le monde ait le droit de parler et d'organiser pour gagner de l'appui, mais tout cela doit se faire sans oublier la politique de responsabilité sociale en opposition à la politisation irresponsable d'intérêts personnels. »

Workers' Weekly dit qu'il ne faut pas hésiter à demander à ceux qui défendent telle ou telle position de tenter de répondre à la question de comment les problèmes auxquels le peuple est confronté peuvent être résolus et comment les positions adoptées face au Brexit vont contribuer à cette cause. Les solutions doivent être justifiables.

Workers' Weekly fait valoir que dans le contexte de cette discussion, on doit reconnaître que les arrangements politiques sont tels que le peuple n'est pas investi du pouvoir pour mettre en oeuvre ou même en arriver à des décisions qui touchent à la société, et que les arrangements économiques sont dictés par des intérêts privés étroits. Les transactions ont donné lieu à un grand nombre de variations proposées, qu'il s'agisse de Quitter ou Rester, d'une union douanière, de l'adhésion complète à l'Union européenne, de l'abandon des règlements de l'Organisation mondiale du commerce, ou d'autres propositions, dont plusieurs sont basées sur des institutions et des arrangements qui sont eux-mêmes embourbés dans la crise et l'irrationalité.

« Les manigances de la Chambre des communes non seulement sont malvenues et ont contribué à abaisser le niveau du discours politique, mais elles ne visent pas à résoudre les problèmes créés par les résultats du référendum de sorte à ouvrir une voie vers l'avant ». L'arrangement d'un parti au pouvoir et d'un parti dans l'opposition est incapable de négocier quoi que ce soit en raison de l'absence d'un objectif prosocial. Le gouvernement de cabinet

et ses pouvoirs de prérogative sont dysfonctionnels. Ils sont en lambeaux. Les votes parlementaires ne veulent plus rien dire puisqu'ils sont interprétés comme étant « significatifs » ou « indicatifs » en fonction de propositions que les députés reçoivent sur leur compte Twitter ou autres médias sociaux. Tenter même de donner une explication rationnelle à des façons de faire aussi irrationnelles nous plonge nous-mêmes dans l'irrationalité. Défendre le système de pouvoir de Westminster comme le paradigme de la démocratie et d'un monde civilisé, c'est de refuser de voir que le soleil s'est déjà couché, qu'une nouvelle aube est déjà à l'horizon et qu'il faut s'y préparer.

Workers' Weekly attire notre attention sur le fait qu'aujourd'hui « le budget est consacré à la



production de guerre, plutôt qu'aux hôpitaux et aux programmes sociaux, et toutes sortes de justification sont concoctées pour promouvoir l'austérité. Des ententes sont tramées à huis clos. Les grandes entreprises et Londres règnent en maîtres. »

Des délibérations rationnelles sont nécessaires pour traiter de ces questions, fait valoir le journal. Au contraire, les gens « sont privés des conditions leur permettant de tirer des conclusions rationnelles et informées et de s'unir autour d'elles. On peut affirmer avec confiance que la question à laquelle sont confrontés la classe ouvrière et le peuple n'est pas la question de oui ou non au Brexit. La question ne relève pas d'une telle fausse dichotomie. La question à laquelle ils sont confrontés est comment activer la sagesse des peuples du pays de Galles, d'Irlande, d'Écosse et de l'Angleterre. »

« Il importe peu si la Grande-Bretagne reste ou pas membre de l'Union européenne, elle-même en proie aux crises et à l'absence d'unité entre les pays qui en font partie et à des prises de décision pour lesquelles personne ne rend des comptes. Il importe peu non plus à quelle date se fera le départ. Il existe une volonté de renverser la situation d'une façon qui est favorable à la classe ouvrière et au peuple, de sorte à régler les comptes avec tout ce qui s'avère totalement pourri dans l'ancienne façon de faire les choses. De nouveaux arrangements sont nécessaires. Sans ces arrangements, comment pourra-t-on réaliser les objectifs d'échanges commerciaux internationaux fondés sur l'avantage réciproque, de respect de la souveraineté de toutes les nations, du règlement des questions internationales par le biais de moyens pacifiques et de l'application de l'État de droit ? Ce ne sera pas possible. »

« Face à une crise multilatérale, l'alternative qui s'impose est d'investir le peuple du pouvoir pour qu'il ait un mot décisif à dire sur toutes ces questions qui le touchent de près », conclut *Workers' Weekly*.

Le peuple palestinien ne reculera pas

Les manifestations de la Grande Marche du retour se poursuivent alors qu'Israël cible les jeunes



Lors de la Journée de la terre, le 30 mars, des dizaines de milliers de Palestiniens se sont rassemblés à la clôture entre Israël et Gaza pour marquer le premier anniversaire de la Grande Marche du retour.

Des marches de protestation hebdomadaires ont débuté lors de la Journée de la Terre l'an dernier pour affirmer le droit de retour de tous ceux qui ont été déplacés brutalement de leur patrie par la création d'Israël en 1948 et par l'occupation en cours, ainsi que pour appeler à la levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte, qui dure depuis 12 ans. La vigueur des manifestations en Cisjordanie et à Gaza montre que les Palestiniens restent déterminés et inébranlables. Les manifestants ont affronté des chars et des troupes israéliennes massés le long du périmètre fortifié, qui les ont attaqués à balles réelles, aux balles en caoutchouc et au gaz lacrymogène. Selon le ministère de la Santé de Gaza, trois garçons âgés de 17 ans ont été tués et au moins 207 personnes ont été blessées.

« Dirigeons-nous vers la frontière même si nous mourons », a déclaré Yusef Ziyada, 21 ans. « Nous ne partons pas. Nous retournons sur nos terres. » Mohammed Ridwan, 34 ans, a déclaré à Al Jazeera que la forte participation du 30 mars constituait « une preuve suffisante que notre peuple ne reculera pas jusqu'à ce qu'il obtienne ses droits légitimes ». Bahaa Abu Shammal, un militant âgé de 26 ans, a déclaré qu'il se trouvait sur un site des manifestations situé « très loin de la barrière de séparation » mais a presque « suffoqué à cause des gaz lacrymogènes israéliens. » Il a déclaré : « Nous devons briser le siège brutal dont nous souffrons. Nous voulons retourner sur nos terres. »

Selon des informations parues dans les médias, au moins 49 enfants ont été tués lors des manifestations qui ont eu lieu à la barrière de la frontière avec Gaza depuis le début des manifestations, l'année dernière. Selon l'ONU, plus de 6 000 enfants ont également été blessés par balles réelles, balles en caoutchouc et gaz lacrymogène. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 2 980 enfants ont été tellement blessés qu'ils ont eu besoin de soins hospitaliers. Des milliers de personnes ont subi de graves blessures dont la perte de la vue, des blessures à la tête et des amputations. Selon l'OMS, vingt et un enfants ont été amputés des membres supérieurs ou inférieurs à la suite de blessures infligées par les troupes israéliennes alors qu'ils participaient à des manifestations hebdomadaires.

Beaucoup de ceux qui ont survécu ont subi des blessures qui ont bouleversé leur vie et se sont vu refuser ou n'ont pas pu avoir accès à des soins médicaux suffisants pour répondre à leurs besoins. La demande en assistance médicale spécialisée a largement dépassé la capacité du système de santé de Gaza, qui a été compromise par des années de blocus soutenu par les États-Unis. Selon l'OMS, 80 % des enfants blessés lors des manifestations qui avaient demandé à quitter Gaza pour se faire soigner d'urgence en Israël au cours de l'année écoulée ont vu leur permis refusé ou retardé.

Selon l'ONU, les violences israéliennes lors des manifestations de la Marche pour le retour ont entraîné des blessures à plus de 20 000 adultes entre le 30 mars 2018 et le 31 janvier 2019, et beaucoup d'autres se sont produites depuis là. Le Centre palestinien pour les droits de l'homme rapporte la mort de près de 200 manifestants palestiniens tués par des tireurs d'élite israéliens. En revanche, quatre soldats israéliens auraient été blessés au cours de la même période.





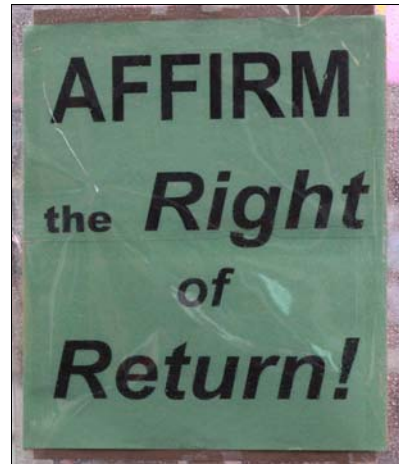


Cisjordanie, Palestine



Canada

Toronto, Ontario



Ottawa



Des actions partout dans le monde

Tel-Aviv, Israël



Amman, Jordanie



Sydney, Australie



Iwo, Nigéria



Soudan



Brésil



Syracuse, États-Unis



New York, États-Unis



Boston, États-Unis



San Francisco, États-Unis



Belfast, Irlande



Londres, Angleterre



Manchester, Angleterre



Amsterdam, Pays-Bas



Hongrie



(With files from Al Jazeera)

Supplément

D'importants anniversaires

- 80e anniversaire de la fin de la Guerre civile en Espagne
- 100e anniversaire du massacre de Jallianwalla Bagh au Pendjab

Lisez **Le Marxiste-Léniniste**

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca